

ENQUÊTE PUBLIQUE

relative au projet

d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier

et au programme des travaux connexes

sur les communes de

BAZAS et AUBIAC

LE CADRE LEGAL

PARTIE 1 : Rapport d'enquête

PARTIE 2 : Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur

PARTIE 3 : Pièces jointes

Destinataires :

Monsieur le Président du Conseil Général de Gironde (un dossier papier, un dossier au format PDF et un dossier au format « .doc » sur clé USB)

Tribunal administratif de Bordeaux (un dossier papier)

Archives (un dossier papier)

SOMMAIRE

LE CADRE LEGAL

PARTIE 1 : Le rapport d'enquête

1/ Le cadre général

2/ Le projet d'AFAF Bazas/Aubiac

3/ Le dossier

4/ Organisation et déroulement de l'enquête

41/ Préparation de l'enquête

42/ Information du public

43/ Déroulement de l'enquête

5/ Les observations du public

51/ Bilan

52/ Analyse des observations figurant sur le registre d'enquête

PARTIE 2 : Les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur relatifs au projet d'AFAF Bazas/Aubiac

1/ Conclusions

2/ Avis

PARTIE 3 : Pièces jointes

LE CADRE LEGAL

Le code de l'environnement en particulier les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants relatifs à l'enquête publique

Le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles R123-9 à R123-12 relatifs au projet d'aménagement foncier agricole et forestier

L'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Général en date du 24 octobre 2008 portant constitution et composition de la commission intercommunale d'aménagement foncier de Bazas-Aubiac

L'arrêté du Préfet de la région Aquitaine et de la Gironde en date du 3 juin 2010 définissant les prescriptions de l'aménagement foncier des communes situées sur le tracé de l'autoroute A65.

L'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Général de Gironde en date du 22 juin 2010 ordonnant l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier des communes de Bazas et Aubiac

La décision n° E13000288/33 en date du 21 novembre 2013 du président du Tribunal Administratif de Bordeaux portant désignation des commissaires enquêteurs en charge de l'enquête publique

L'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 10 janvier 2014 portant ouverture d'une enquête publique relative au projet d'aménagement foncier agricole et forestier et au programme des travaux connexes sur les communes de Bazas et Aubiac.

PARTIE 1

Le rapport d'enquête

1/ Le cadre général

Les deux communes de Bazas et Aubiac se situent à 60 kilomètres au sud-est de Bordeaux, Bazas étant le chef-lieu du canton auquel elles appartiennent.

L'autoroute A65 qui relie Langon à Pau, inaugurée le 16 décembre 2010, traverse la commune de Bazas et passe en lisière de la commune d'Aubiac. Sa construction a entraîné la destruction d'espaces agricoles, forestiers et naturels qui se trouvaient sur son tracé, le morcellement des propriétés, l'interruption de voies de communication de nature et d'importance différentes, la rupture de corridors écologiques établis et, pour ce qui concerne la commune de Bazas, le partage du territoire communal en secteurs étanches reliés par quelques points de passages routiers.

L'Aménagement Foncier Agricole et Forestier (AFAF) est la procédure mise en œuvre pour atténuer et compenser ces incidences.

Le périmètre concerné par l'AFAF est d'une superficie de 530,4 ha. Il impacte 11,5% du territoire de Bazas (427 ha) et 18,3% du territoire d'Aubiac (103 ha).

2/ Le projet d'AFAF Bazas-Aubiac

Après la délibération de sa commission permanente en date du 11 juillet 2008, le Président du Conseil général de la Gironde prend un arrêté le 24 octobre 2008, portant constitution et composition de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) de Bazas-Aubiac qui devra conduire le projet.

L'étude du projet d'aménagement a été réalisée par M. JOLIMON DE HARANDER de la société AGEO CONSEILS, 156 Av Jean Jaurès, 33600 PESSAC.

La CIAF décide le 16 février 2010 de mettre en œuvre une opération d'aménagement foncier agricole et forestier sur le périmètre défini ci-dessus.

Le Préfet de la Région Aquitaine et de la Gironde, par un arrêté en date du 3 juin 2010 définit les prescriptions précises que la CIAF devra respecter.

Le Président du Conseil Général de la Gironde ordonne l'opération d'AFAF des communes de Bazas et Aubiac par arrêté en date du 22 juin 2010.

La société ADRET bureau d'études 26 rue de Chaussas 31200 TOULOUSE réalise une étude d'impact particulièrement fouillée.

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine donne son avis le 27 janvier 2014 quant à la qualité de l'étude d'impact et à la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet. Elle conclut :

« Les mesures proposées par le pétitionnaire, dont les plantations compensatoires de haies, paraissent suffisantes et proportionnées aux enjeux. L'étude d'impact souligne la conformité du projet aux prescriptions environnementales de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2010 ».

Enfin, par arrêté du 10 janvier 2014, le Président du Conseil Général de la Gironde soumet le projet d'AFAF de Bazas-Aubiac à enquête publique.

3/ Le dossier

Il comprend :

- le plan du parcellaire proposé sur Aubiac avec indication des limites, de la contenance, du n° cadastral envisagé, du nom du propriétaire et de son n° de compte, (1 feuille à l'échelle 1/2000),
- les plans du parcellaire proposé sur Bazas avec indication des limites, de la contenance, du n° cadastral envisagé, du nom du propriétaire et de son n° de compte, (4 feuilles à l'échelle 1/2000),
- le cahier des travaux connexes avec le programme des travaux et leur estimation détaillée,
- le plan des travaux connexes à l'échelle 1/5000,
- le procès-verbal des opérations, avec tableau comparatif de la surface et de la valeur des nouvelles parcelles à attribuer à chaque propriétaire, avec celle des terrains qui lui appartiennent,
- le mémoire justificatif des échanges proposés,
- l'étude d'impact (3 tomes dont le résumé non technique en tome 3),
- le procès-verbal de la réunion du 14/11/2013 de la CIAF de Bazas Aubiac,
- l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Aquitaine en date du 27 janvier 2014,
- le registre d'enquête.

4/ Organisation et déroulement de l'enquête

Le 16/11/2013, le Président du Conseil Général de la Gironde demande au Président du Tribunal Administratif de Bordeaux de procéder à la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet le projet d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier (AFAF) à Bazas et Aubiac sur le secteur impacté par l'infrastructure A65.

Par décision n° E13000288/33 en date du 21 novembre 2013, le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux désigne M. Pierre PECHAMBERT en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Alain RIOUFOL en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique relative au projet d'AFAF à Bazas et Aubiac.

Le 10 janvier 2014, le Président du Conseil Général de Gironde signe l'arrêté portant ouverture d'une enquête publique relative au projet d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier et au programme des travaux connexes sur les communes de Bazas et Aubiac.

41/ Préparation de l'enquête

Un rendez-vous est fixé à la direction de l'aménagement du territoire au Conseil Général de la Gironde le 17/12/2013.

L'entretien se déroule dans le bureau de M. DUMAS et de Mme RIGAL en présence des commissaires enquêteurs désignés et de M. JOLIMON, géomètre en charge du projet. Un CD relatif à l'étude d'impact est remis au commissaire enquêteur.

Il est convenu que l'enquête publique relative au projet d'AFAF de Bazas et Aubiac se déroulera du mardi 18 février au jeudi 20 mars 2014, que sept permanences de trois heures seront organisées, dont un samedi. Les dates et horaires sont arrêtés.

Le lundi 3 février 2014, le commissaire enquêteur et le géomètre se rendent à la mairie de Bazas à 15H00 pour convenir des modalités pratiques de l'enquête publique et reconnaître les lieux.

42/ Information du public

Outre les maires des deux communes concernées, des représentants des exploitants agricoles, des propriétaires de biens fonciers non bâtis, des propriétaires forestiers désignés par la chambre d'agriculture et les conseils municipaux, ont siégé à la CIAF qui a conduit le projet d'AFAF.

421/ Pour l'élaboration du projet :

Dès le début de l'élaboration du projet, chaque propriétaire référencé au bureau des hypothèques a reçu à sa dernière adresse connue, un courrier l'invitant à prendre contact avec le géomètre.

422/ Pour l'enquête publique :

L'avis d'enquête publique et l'arrêté du Conseil Général prescrivant l'enquête publique ont été affichés sur les panneaux officiels des deux mairies. De plus, l'avis d'enquête publique conforme à l'arrêté du ministre de l'environnement en date du 24 avril 2012 (format A2, fond jaune, lettres noires, etc.) était affiché en limite de zone, d'une part en bordure de route au nord du rondpoint D3/N524 et d'autre part en bordure de la route menant à Aubiac à 100 mètres à l'ouest du carrefour de cette route avec la N524 (PJ 1). Le commissaire enquêteur s'est assuré le 3 février 2014 à 14H30 soit quinze jours avant le début de l'enquête publique et ensuite avant chacune de ses permanences, de la présence de l'avis d'enquête tant sur les panneaux d'affichage des deux mairies que sur les panneaux implantés en limite de zone.

Les annonces légales ont été publiées :

-avant l'enquête :

-le jeudi 30 janvier 2014 dans le Résistant page 45 (PJ2) et le Sud-Ouest page 29 (PJ3)

-pendant l'enquête :

-le jeudi 20 février 2014 dans le Résistant page 37 (PJ4) et le Sud-Ouest page 31 (PJ 5)

De plus, à partir du 13 janvier 2014, chaque propriétaire foncier s'est vu remettre via les mairies, par agent assermenté, à sa dernière adresse connue, une lettre l'informant des modalités de déroulement de l'enquête publique et en particulier des jours, heures et lieux des permanences (PJ 6a, 6b, 6c, 6d).

Enfin, le commissaire enquêteur a constaté le lundi 3/02/2014 sur le site internet du Conseil Général en suivant le chemin accueil/aménagement/foncier/AFAF dans le cadre des grands ouvrages linéaires – A65 Langon Pau : aménagement foncier Bazas-Aubiac, que le public pouvait :

- consulter le périmètre,
- consulter l'avis de l'autorité environnementale,
- consulter l'avis d'enquête publique.

43/ Déroulement de l'enquête

Le siège de l'enquête publique se situe en mairie de Bazas.

Un dossier est déposé le mardi 18/02/2014 à 13H30 en mairie de Bazas à l'occasion de la première permanence. Il comporte toutes les pièces décrites au paragraphe 22, y compris le registre d'enquête sur lequel le public peut formuler ses réclamations ou observations.

Le même jour, un dossier a été déposé à 11H00 en mairie d'Aubiac. Il est conforme au descriptif défini au paragraphe 22, mais sans registre d'enquête.

Le registre d'enquête

Le registre d'enquête a été ouvert, côté et paraphé par le commissaire enquêteur titulaire, le mardi 18 février 2014 à 13H30. Il a été clos le jeudi 20 mars 2014 à 17H30 à l'issue de la dernière permanence, par le commissaire enquêteur titulaire.

Les permanences

Sept permanences ont été assurées les :

Mardi 18 février 2014 de 14H00 à 17H00

Mercredi 26 février 2014 de 9H00 à 12H00

Samedi 1^{er} mars 2014 de 9H00 à 12H00

Jeudi 6 mars 2014 14H00 à 17H00

Lundi 10 mars 2014 de 9H00 à 12H00

Jeudi 13 mars 2014 de 9H00 à 12H00

Jeudi 20 mars 2014 de 14H00 à 17H00

De plus, les dossiers déposés en mairie, tant à Aubiac qu'à Bazas, étaient consultables par le public pendant les horaires d'ouverture propres à chacune des mairies.

Toutefois, un seul registre d'enquête, déposé au siège de l'enquête publique, en mairie de Bazas, permettait au public de formuler ses réclamations pendant les horaires d'ouverture de la mairie. Les mairies d'Aubiac et de Bazas sont distantes d'environ 7 kilomètres.

Enfin, outre la reconnaissance globale du périmètre effectuée avec le géomètre le 3 février 2014, le commissaire enquêteur s'est déplacé sur le terrain en particulier pour examiner la nature des échanges entre Mrs BABIN et SOMMARD et les propositions faites à Mme DULAU.

La fin de l'enquête publique

La fin de l'enquête est intervenue le jeudi 20 mars 2014 à 17H30 date à laquelle le registre a été clos par le commissaire enquêteur.

Le procès-verbal de synthèse

Conformément à l'article R.123-18 du code de l'environnement, il est convenu le lundi 24 mars à 14H00, soit quatre jours après la clôture de l'enquête, d'une réunion au Conseil Général de Gironde avec Mme RIGAL chargée d'opérations foncières / Service de l'Aménagement et Gestion de l'Espace / Direction de l'Aménagement du Territoire, au cours de laquelle est remis et commenté le procès-verbal de synthèse (PJ7 attestation de dépôt et PJ8 PV de synthèse).

Le dossier complet qui se trouvait en mairie de Bazas et le registre d'enquête, amenés par le commissaire enquêteur à l'issue de la dernière permanence, sont également remis à l'intéressée.

Observations du Conseil général :

Le mémoire en réponse du Conseil Général en date du 4 avril 2014 a été remis au commissaire enquêteur par courrier le mercredi 9 avril 2014 (PJ10)

5/ Les réclamations / observations du public

51/ Bilan

69 personnes se sont présentées aux 7 permanences organisées. Certaines sont venues plusieurs fois pour lever un doute, se faire préciser un point particulier, revenir sur un accord ou une réclamation. Toutes se sont vu proposer de formuler par écrit, si elles le souhaitent, une réclamation ou une observation. Seules 24 réclamations ont été portées sur le registre d'enquête et 3 pièces y ont été jointes.

La plupart de celles qui ont souhaité formuler une réclamation ont demandé au commissaire enquêteur de la rédiger lui-même, sur le registre d'enquête. C'est ce qui a été fait après que chaque phrase, chaque terme leur ait été proposé et qu'il ait été accepté par les intéressés, et ce en présence du géomètre. Chaque réclamation a ensuite été relue et signée par les intéressés, puis contresignée par le commissaire enquêteur.

Aucune personne s'étant présentée aux permanences n'a remis en cause le bien-fondé de l'opération ou l'organisation de la consultation du public.

Mme DULAU a toutefois fait remarquer qu'ayant déménagé, elle n'avait pas reçu les courriers qui auraient dû lui parvenir.

Quelques exploitants agricoles ont exprimé leur satisfaction quant à la création d'un chemin d'exploitation parallèle à la route nationale.

Le décalage, entre les surfaces déduites des relevés topographiques effectués avec les moyens modernes utilisés par les géomètres et celles annoncées dans les actes notariés ou portées sur les plans cadastraux, a suscité beaucoup de questions et provoqué un certain trouble. En effet, en particulier dans les zones urbanisées, le prix du terrain s'exprimant souvent en €/m², ces différences de surfaces peuvent représenter des montants non négligeables.

Les désaccords constatés qui n'ont pas pu être réglés à l'occasion des entretiens en amont de l'enquête avec le géomètre ou pendant l'enquête publique avec le commissaire enquêteur et le géomètre relèvent de postures induites par des rapports de voisinage difficiles, des réactions à des sanctions infligées par la justice administrative en raison du non-respect de certaines obligations, de la volonté de retirer absolument un certain « bénéfice » dans les échanges ou inversement de ne pas prendre le risque de « favoriser » un tiers un peu trop entreprenant ou enfin d'une perception très « personnelle » des termes de l'échange.

Il ressort des entretiens certaines informations dont il apparaît nécessaire d'informer la CIAF :

- certains propriétaires détruisent les haies et les bouquets de végétation isolés, ce qui est nuisible à la faune et à la biodiversité,
- certains propriétaires s'interrogent quant au devenir des arbres qui se situent sur le tracé des chemins d'exploitation créés,
- certains propriétaires s'interrogent quant à la rétrocession par la société d'autoroute des périmètres délaissés.

52/ Analyse des observations figurant sur le registre d'enquête

1/Mr CABEAU (compte 980)

Mr CABEAU est propriétaire de la parcelle B1452. Ce pré, clos, est totalement enclavé dans la propriété de Mme LAGARDERE. Il est proposé à Mr CABEAU d'échanger cette parcelle contre une parcelle de surface équivalente en limite sud de la propriété de Mme LAGARDERE. Mr CABEAU n'est pas satisfait des conditions de l'échange. Il considère que le terrain qui lui est proposé est d'une part plus éloigné de son exploitation, d'autre part en lisière d'un bois mal entretenu, ce qui est susceptible de nuire à son exploitation. Toutefois, au mieux, il accepterait d'échanger son terrain contre une parcelle arborée même un peu moins grande, mais plus à l'est, au pire il accepterait l'échange qui lui est proposé mais sous réserve que la parcelle ZD162 qui lui est accordée soit plantée en pins maritimes et clôturée.

130 mètres séparent la parcelle B1452 de celle proposée en échange à Mr CABEAU. Leurs caractéristiques respectives sont très proches. Dans la mesure où, conformément à sa demande, la parcelle proposée sera plantée en pins maritimes et clôturée par l'AFAF, l'échange proposé m'apparaît pouvoir être réalisé et ce d'autant que Mme LAGARDERE accepte que les chênes isolés situés dans la parcelle B1452 soient coupés et enlevés par Mr CABEAU. De plus, dans le cadre des travaux connexes, un passage busé permettant l'accès au terrain sera réalisé.

2/ Mr SERRES (compte 3020)

Mr SERRES n'accepte pas la totalité des échanges qui lui sont proposés. Il n'accepte pas de se voir proposer des « marécages » en échange de « bonnes terres cultivables ». Il refuse donc de se voir attribuer les parcelles B245 et B248p qui selon lui doivent être conservées par leur

propriétaire actuel. Toutefois, il accepte que les aménagements concernant des terres de qualité équivalente soient effectués, en particulier concernant les parcelles B264, 260 et 262p.

En refusant l'échange de terres de nature différente, Mr SERRES refuse d'accepter la méthodologie appliquée au projet qui classe chaque parcelle de T1 à T6 et rend possible les échanges. Rentrer dans la logique de Mr SERRES consiste à remettre en cause toute la procédure engagée vis-à-vis des autres propriétaires. Les échanges qui lui sont proposés sont équilibrés au regard des principes énoncés. Ses demandes ne m'apparaissent donc pas recevables.

3 et 6 / Mr SALICIO (compte 2940)

Mr SALICIO accepte globalement les aménagements qui le concernent. Toutefois, il demande que le droit de passage dont il dispose sur un terrain appartenant à un de ses voisins, soit impérativement maintenu. Cette servitude n'apparaît pas sur le procès-verbal des opérations, le bureau des hypothèques ne l'ayant pas mentionné.

L'intéressé remet (Pièce jointe n° 1) un plan parcellaire, la copie de la page 8 de l'acte notarié (dont l'original intégral est présenté) et un état financier de l'étude notariale ayant rédigé l'acte.

En page 8, le passage relatif aux servitudes stipule :

« Qu'il (Mr Pubill le vendeur) n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles indiquées au présent acte. Le vendeur déclare qu'il existe deux servitudes de lignes EDF aériennes et que l'accès se fait par le chemin figurant sur le plan ci-joint et annexé. Etant précisé que l'acquéreur est propriétaire des parcelles contigües cadastrées section B 155, 1835, 1837 ».

Selon Mr SALICIO, ce paragraphe constituerait un « droit de passage » lui permettant d'accéder à sa parcelle ZD 132, en traversant la parcelle ZD 136 de Mme SAINT MARC.

C'est une interprétation qui ne semble pas avoir été retenue par le bureau des hypothèques.

Toutefois, il est proposé à Mr SALICIO un accès direct à sa parcelle ZD132 par un chemin d'exploitation situé au nord-est de sa propriété qui rendrait caduc le droit de passage éventuel dont il dispose au travers de la parcelle ZD136. Cette proposition, qui ne lèse personne et m'apparaît de nature à satisfaire toutes les parties, est approuvée par l'intéressé.

4/ Mr BERGEY (compte 760)

Mr BERGEY refuse tout échange, en réaction au traitement dont il a été l'objet, parce qu'il avait circonvenu à l'article 5 de l'arrêté du 22 juin 2010, ordonnant l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier des communes de Bazas et Aubiac.

Dans un premier temps, Mr BERGEY, membre de la CIAF, avait accepté les propositions qui lui avaient été faites. Elles m'apparaissent équilibrées et légitimes au regard des objectifs recherchés et doivent pouvoir être réalisées.

5/ Mme LAGARDERE (compte 1940)

Mme LAGARDERE tient absolument à exploiter les pins qui se situent sur la parcelle B184.

En conséquence elle accepte :

- soit de laisser la situation parcellaire en l'état ancien,
- soit de faire couper les pins sur la parcelle B184 avant de procéder aux échanges qui lui sont proposés.

Les parties concernées ont convenu de procéder à l'échange de parcelles, terrains nus et déposent un accord écrit en ce sens.

C'est un échange qui satisfait les parties et m'apparaît équilibré.

7/Mme PERROY (compte 3260)

Les échanges proposés de parcelles conviennent à Mme PERROY, y compris la réalisation par l'AFAF d'une haie de 270m entre les parcelles ZD111 et 114.

8/ Mme MONTASSIER (compte 2500)

Mme MONTASSIER demande que le fossé qui évacue les eaux en provenance de l'autoroute et de ses accès soit entretenu.

Cette demande apparaît légitime. Il est envisagé, dans le cadre des travaux connexes, qu'un fossé soit effectivement creusé à cet effet, en limite de la propriété de Mme Montassier.

9/ Mr ANDEL (compte 320)

Le bornage mis en place dans le cadre du projet d'AFAF, ne tient pas compte de l'existence de deux anciennes bornes délimitant les parcelles ZD 169 et 180. Mr ANDEL demande que les bornes récemment mises en place soient déplacées en conséquence. De plus, Mr ANDEL fait état d'un problème d'évacuation des eaux en provenance de l'autoroute et de ses accès, qui affecte ses parcelles.

La réalisation d'un fossé, envisagé dans les travaux connexes devrait régler le problème d'évacuation des eaux. Pour ce qui concerne le bornage de la limite des parcelles ZD 169 et 180, il est convenu qu'il sera reconsidéré.

10/ Mme DARCOS (compte 2420)

Mme DARCOS ne souhaite pas la création d'un chemin d'exploitation à l'est de sa propriété. Elle propose que le chemin existant soit aménagé et pour se faire, elle est prête à céder les parcelles ZB 158 et 164 p. Par ailleurs, elle souhaite conserver pour des raisons personnelles la parcelle 174.

Pour ce qui concerne le chemin d'exploitation, la demande de Mme DARCOS remettrait en cause la desserte du parcellaire envisagé dans le projet d'aménagement. Elle ne m'apparaît donc pas pouvoir être satisfaite.

Pour ce qui concerne la parcelle 174, la cohérence du regroupement de propriétés de part et d'autre du chemin d'exploitation d'une part, et l'échange équilibré de surface parcellaire qui est proposé d'autre part, ne permettent pas de donner une suite favorable à cette demande.

11/ Mr et Mme MASSIE (compte 1280)

Mr et Mme MASSIE demandent que l'accès à la parcelle ZD 102, totalement enclavée, reste une servitude conformément aux actes notariés.

Cet accès pourrait être : soit attribué en propre aux propriétaires de la parcelle ZD 102 qu'il dessert, soit attribué en propre au propriétaire des parcelles qu'il traverse.

Il apparaît effectivement judicieux compte tenu de son usage potentiel qu'il appartienne au propriétaire des parcelles qu'il traverse, les propriétaires de la parcelle ZD 102 disposant alors d'un droit de passage.

12/ Mr FLEURY (compte 1660)

Mr FLEURY et Mr SOUBES ont convenu d'un arrangement qui permettrait à Mr FLEURY de disposer de la surface comprise entre la route et sa limite de parcelle. Mr SOUBES accorderait environ 4 ares à Mr FLEURY contre le versement d'une soulte qui reste à définir entre les parties. Après réflexion, Mr FLEURY accepterait :

- soit le versement d'une soulte,

- soit en cas de désaccord sur son montant, de pouvoir échanger une partie de sa parcelle contre un accès à la route équivalent.

Un accord entre les parties est intervenu et Mr SOUBES accepte une soulte de 500 € en échange de la parcelle qu'il cède à Mr FLEURY. Le document écrit correspondant, signé par les parties, est déposé. Cet accord ne peut qu'être entériné.

13/ Mr BABIN indivision BABIN (compte 480)

Mr BABIN demande que la situation des parcelles ZA 161 et 159 restent en l'état ancien, l'autre partie concernée n'acceptant pas les termes de l'échange proposé.

Il s'agit de parcelles de quelques mètres carrés imbriquées dans du foncier bâti dont l'échange aurait permis de clarifier une situation compliquée. Le sort de ces parcelles est totalement décorrélé du projet global et ne l'affecte en rien. La situation m'apparaît donc pouvoir rester en l'état ancien.

14/ Mr BABIN indivision DARCOS (compte 1100)

L'indivision DARCOS a vendu par sous seing privé la parcelle ZA149 à Mr BABIN. Toutefois, il a été convenu entre les parties que cette vente concernait le terrain nu, sans les

bois. L'indivision DARCOS demande à la CIAF l'autorisation de couper les bois dans les meilleurs délais.

15/ Mr et Mme COUTHURES (compte 1080)

Mr et Mme COUTHURES sont opposés à la transformation de leur chemin privé en chemin communal sauf sous certaines conditions :

- 1/ refaire la traversée busée du ruisseau à l'est de la propriété,
- 2/ refaire le chemin en grave jusqu'à la limite de la propriété de Mme DOURTHE,
- 3/ ne pas toucher au fossé qui va du sud de la parcelle ZD 177 au chemin,
- 4/ ne pas entreprendre de travaux le long du fossé ci-dessus.

Pour ce qui concerne les conditions 1 et 2 :

-j'ai constaté (sur photo) que la traversée du ruisseau est busée et maçonnée. Elle m'apparaît adaptée à la taille et à la fréquentation du chemin.

-j'ai également constaté (sur photo) que le chemin actuel est adapté à la nature des engins susceptibles de l'emprunter et à l'intensité de leur fréquentation. Il ne m'apparaît pas indispensable d'y entreprendre de travaux particuliers.

En conséquence, je ne considère pas que les exigences formulées en 1 et 2 soient légitimes.

Pour ce qui concerne les conditions 3 et 4, elles m'apparaissent pouvoir être acceptées sous réserve de ne pas remettre en cause le désenclavement indispensable de la parcelle ZD 177.

16 et 20/ Mr DESTANGS (compte 1240/1245)

A l'occasion de la permanence du 10/03, Mr DESTANGS fait savoir qu'il n'accepte pas les échanges qui lui sont proposés. Il considère que la densité des pins sur les parcelles qu'il reçoit n'est pas exactement identique à celle des parcelles qu'il cède. Il annule cette réclamation le 13/03.

17/ Mr DUBOIS (compte 1340)

Mr DUBOIS fait part d'une réserve et exprime trois demandes relatives aux échanges qui lui sont proposés.

1/ Mr DUBOIS accepte l'échange de la parcelle 550p contre la parcelle 1722 sous réserve que cette dernière soit exempte de remblais issus des travaux de construction de l'autoroute.

2/ il demande que soit réalisé un accès à la route départementale pour desservir la parcelle 129.

3/ il demande que soit réalisé un accès pour désenclaver la parcelle 128.

4/ il demande le creusement d'un fossé, aujourd'hui comblé, en limite de la parcelle B1722.

Pour ce qui concerne la réserve exprimée par Mr DUBOIS quant à la parcelle 1722, cette parcelle est effectivement rendue inexploitable par la présence de remblais importants. Il est envisagé que Mr DUBOIS reste propriétaire de la parcelle ZB550p (qui devait être attribuée à Mr SIS). Mr SIS quant à lui, se verrait proposer en échange des parcelles ZB8 et 9, la parcelle 1824p qui jouxte sa propriété.

Cet échange m'apparaît s'inscrire parfaitement dans les principes définis pour conduire le projet de l'AFAF Bazas/Aubiac.

Pour ce qui concerne la demande n°2, l'accès à la route départementale est possible par un chemin en lisière ouest de la parcelle 129. Il ne m'apparaît donc pas indispensable de satisfaire cette demande.

Pour ce qui concerne la demande n°3, un passage busé au sud-ouest de la parcelle 128 permet d'accéder à la voie communale n°42. Cette demande ne m'apparaît donc pas justifiée.

Pour ce qui concerne la demande n° 4, il est effectivement convenu que le fossé ancien aujourd'hui comblé sera creusé dans le cadre des travaux connexes.

18/ Mr PEAN (compte 2660)

Mr PEAN demande que le chemin d'exploitation qui relie la D3 et la D802 ait un tracé plus rectiligne au travers de la parcelle 105. De plus, il fait part, compte tenu des délais dont il dispose avant la fin de l'enquête publique, qu'il ne sera en mesure de convenir du montant de la soulte qui aurait permis le transfert de propriété de la parcelle ZA 106p.

Pour ce qui concerne le tracé du chemin d'exploitation, si Mr PEAN obtient l'accord écrit du propriétaire de la parcelle 105 seul concerné par la modification éventuelle du tracé avant la fin de l'enquête publique, alors cette modification m'apparaît pouvoir être réalisée avec l'accord des parties et sans coût supplémentaire.

Pour ce qui concerne le transfert de propriété, il va de soi que si la soulte n'est pas arrêtée et versée, le transfert ne peut pas être réalisé.

19/ Mrs BABIN et SOMMARD (compte 480 et compte 3060)

Les parties conviennent d'échanger une parcelle de 17 m² appartenant à Mr BABIN, totalement imbriquée dans du bâti appartenant à Mr SOMMARD, contre une parcelle de pré de 60 ares.

L'échange, en termes de surface, peut sembler déséquilibré. Toutefois, je considère que la valorisation apportée à la maison ainsi débarrassée de cette enclave qui la dépréciait, est à la mesure de la surface de pré accordée en échange (voir dossier en PJ9)

21/ Mr BABIN / Mr NEGRE (compte 420 et 2560)

Les parties conviennent d'échanger les parcelles ZA112 et ZD152. Ils déposent un document écrit par lequel ils acceptent l'échange sous réserve que Mr BABIN puisse exploiter les pins

(et uniquement les pins) sur la parcelle qui lui appartenait. De plus, il est demandé à la CIAF de donner à Mr BABIN l'autorisation de couper ses pins dans les meilleurs délais.

Cet échange m'apparaît équilibré et se fait à la demande des deux propriétaires concernés.

22/ Mr NEGRE (compte 2560)

Dans le cadre d'une succession en cours, Mr NEGRE demande à échanger les parcelles ZA 182 sur Aubiac et ZC 184 sur Bazas contre une parcelle de surface équivalente sur ZA 110p sur Aubiac. Les modalités de l'échange envisagé seront proposées à la CIAF.

Les terres étant de qualité équivalente, l'échange éventuel devra porter sur des surfaces identiques.

23/ Mr et Mme TUCOULAT (compte 3180)

La partie sud-ouest de la parcelle ZA179 est souvent inondée. L'eau du fossé séparant les parcelles 179 et 180 stagne car la buse passant sous le chemin d'exploitation est cassée et ne permet plus l'évacuation normale des eaux. L'intéressée demande son remplacement.

Dans le cadre des travaux connexes, l'écoulement normal des eaux devrait être rétabli à l'occasion de la création du chemin d'exploitation.

24/ Mme DULAU (compte 1420)

Dans une lettre jointe au registre d'enquête, remise directement au commissaire enquêteur à l'occasion de la dernière permanence, Mme DULAU fait savoir qu'elle n'accepte pas les échanges qui lui sont proposés. Dans les discussions directes avec le géomètre et le commissaire enquêteur, il apparaît que ce sont surtout les parcelles 480 et 482, le long du ruisseau St Vincent, qui lui apparaissent d'un niveau très inférieur à celles qu'elle devrait céder.

Je me suis rendu sur place et j'ai effectivement constaté que les parcelles 480 et 482 se situent en contrebas de la route, dans une dépression étirée le long du ruisseau et ne sont pas exploitables. Le différentiel de surfaces proposé ne compense pas le préjudice subi.

Le géomètre fait à Mme DULAU des propositions qui rétablissent un équilibre acceptable. Ces propositions seront formalisées et présentées à l'intéressée avant la dernière réunion de la CIAF.

Au cours d'un point de situation effectué dans les locaux de AGEO CONSEIL le vendredi 21 mars matin, ces propositions me sont apparues équilibrées et ce, même si la parcelle 476 qui lui est affectée, ne se situe dans la continuité des propriétés de Mme DULAU.

PARTIE 2

Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur relatifs au projet d'AFAF Bazas-Aubiac

1/ conclusions

Aspect légal

Le schéma général de la procédure d'AFAF tel qu'il est décrit dans la circulaire du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du 18 novembre 2008 a été respecté.

Les prescriptions définies par le Préfet de la Région Aquitaine et de la Gironde, dans son arrêté du 3 juin 2010 ont été respectées par la CIAF.

Le projet d'AFAF DE Bazas-Aubiac

Sous la conduite de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier de Bazas-Aubiac (CIAF), le projet soumis à enquête publique est le résultat de la concertation établie entre la CIAF, le géomètre et le bureau d'études chargé de l'étude d'impact.

Son acceptation sociale passe par une parfaite connaissance du terrain, l'écoute des propriétaires et exploitants agricoles, la capacité à dégager des solutions de « bon sens » qui s'imposent à tous.

Les points essentiels et délicats du projet portaient, d'une part, sur les échanges de parcelles visant à réduire sensiblement le morcellement des propriétés et d'autre part sur la création et l'élargissement de chemins d'exploitation permettant la desserte directe de toutes les parcelles et l'amélioration des conditions de circulation des engins agricoles.

Pour ce qui concerne les échanges de parcelles, la méthodologie utilisée m'apparaît transparente et rationnelle. La CIAF, à partir d'une parcelle de référence, a déterminé une grille d'évaluation et classé toutes les parcelles du périmètre concerné par l'AFAF. Cette grille indique sur une échelle de T1 à T6 un « équivalent » de surface (ex : si T1 vaut 10000 et T5 2000, 5T5 valent 1T1) qui permet concrètement de mener à bien les opérations d'échanges. Afin de ne pas générer de déséquilibres trop importants, la différence de surface entre parcelles échangées ne doit pas dépasser 10%.

Pour ce qui concerne la création ou l'élargissement de chemins d'exploitation, chaque propriétaire situé dans le périmètre concerné par le projet a dû céder environ 1,5% de la surface de ses parcelles à l'AFAF (Association Foncière d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier) et ce, même si le tracé du chemin ne se situe pas sur les parcelles dont il est propriétaire.

Pour ce qui concerne les travaux connexes, la seule réserve pouvait porter sur le goudronnage éventuel du chemin reliant la voie communale 60 et la départementale n°3. Le GIE 65 ne s'étant pas manifesté à l'occasion de l'enquête publique, il est permis de penser qu'il en accepte sans réserve le financement.

Les échanges avec les personnes reçues pendant les permanences m'ont permis d'apprécier la remarquable capacité d'écoute de M. JOLIMON DE HARANDER, le géomètre, qui a su trouver le temps et les mots pour faire accepter par les parties concernées le projet qu'il a proposé.

Le bilan de ce projet respectueux de l'environnement est éloquent :

- le nombre de parcelles est divisé par 3 (262 au lieu de 799)
- le nombre de parcelles par propriétaire passe de 5 à 1,5.
- la superficie moyenne des parcelles passe de 0,6 à 1,9 ha.
- le nombre d'îlots de propriétés est réduit de 21 %

De plus, et cela a été souligné par plusieurs personnes à l'occasion des permanences, la création de chemins d'exploitation adaptés va permettre la circulation en sécurité des engins agricoles et dans la quasi-totalité des cas, la desserte directe de chaque parcelle.

A part deux « réfractaires », les propriétaires concernés ont admis et compris l'intérêt de l'opération, adhéré à ses principes et accepté les propositions très encadrées qui leur étaient faites, éventuellement après quelques aménagements.

Le dossier d'enquête

Il comprend les pièces définies à l'article R123-10 du code rural et de la pêche maritime qui sont rappelées dans l'avis d'enquête.

J'ai constaté que le dossier était complet et lisible et que les plans étaient à une échelle qui permettait l'identification des parcelles.

Les observations du public

Aucune réclamation ne remet en cause le projet d'AFAF dans ses principes ou dans son exécution à l'exception d'une seule (n°2). Au-delà des réclamations écrites, aucun des nombreux contacts établis n'a remis pas en cause le bien-fondé et la conduite des opérations d'aménagements.

Les 24 réclamations écrites ont été l'objet d'un avis particulier du commissaire enquêteur dans le présent rapport.

En conclusion, je considère que le projet d'AFAF de Bazas-Aubiac satisfait à la fois aux exigences de la loi et aux attentes des propriétaires.

2/Avis

J'émet donc un avis favorable quant au projet d'aménagement foncier agricole et forestier et au programme des travaux connexes de Bazas et Aubiac

Fait à Bordeaux le 10 avril 2014

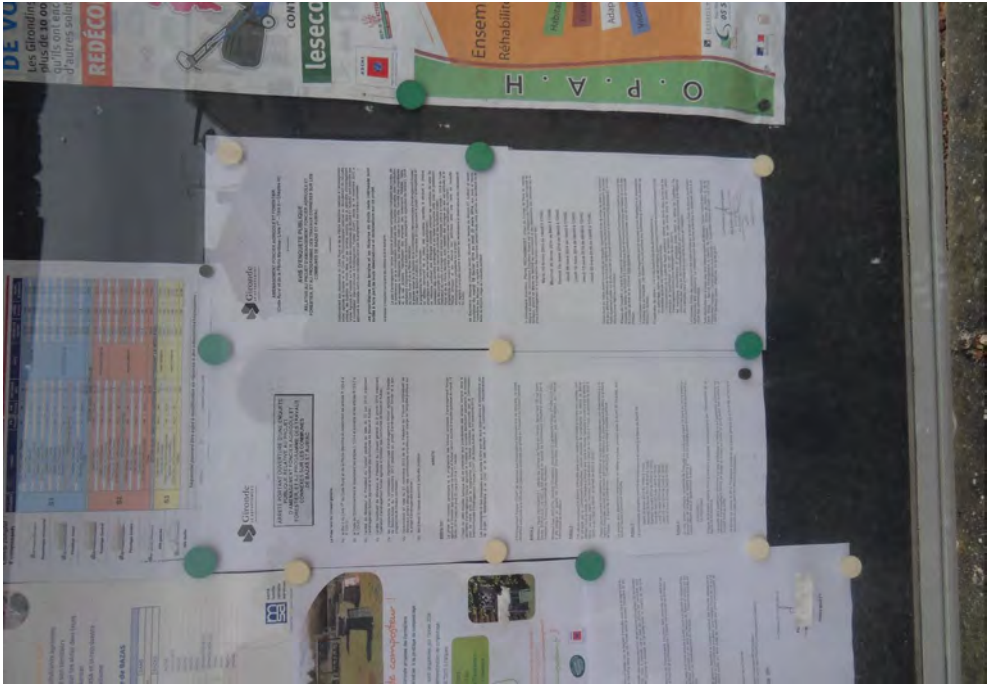
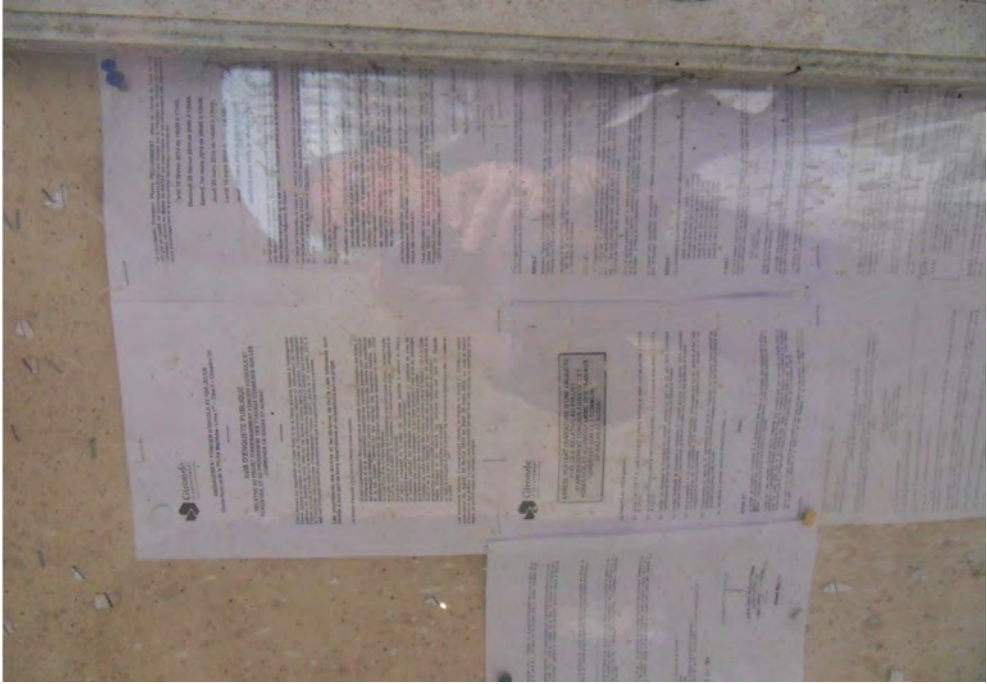
Pierre PECHAMBERT

Commissaire enquêteur

PARTIE 3

Les pièces jointes

- PJ 1 : Avis d'enquête et arrêté ordonnant l'enquête, affichés à Bazas et à Aubiac et les deux panneaux de l'avis d'enquête implantés en limite de zone
- PJ 2 : publication de l'avis d'enquête le Résistant du 30/01/2014
- PJ 3 : publication de l'avis d'enquête le Sud-Ouest du 30/01/2014
- PJ 4 : publication de l'avis d'enquête le Résistant du 20/02/2014
- PJ 5 : publication de l'avis d'enquête le Sud-Ouest du 20/02/2014
- PJ 6a : bordereau de notification aux propriétaires
- PJ 6b : exemple de feuilles émargées du bordereau de notification aux propriétaires
- PJ 6c : carnet des bordereaux transmis aux mairies
- PJ 6d : exemple de feuilles émargées du bordereau transmis aux mairies
- PJ 7 : attestation de dépôt du PV de synthèse
- PJ 8 : PV de synthèse
- PJ 9 : dossier Babin /Sommand
- PJ 9a : le bâti
- PJ 9b : le pré
- PJ 10 : mémoire en réponse du conseil général



OLIVIER SANANES Commissaire-Priseur Judiciaire
HOTEL DES VENTES - 3 quai de l'Isle 33500 Libourne
Tel. 05 57 51 29 80 / Fax 05 57 25 10 55
www.interencheres.com

Mardi 4 février 2014 : après 2 succ^{es} : nombreux livres XVIIIème sur les voyages, régionalisme, mémoires, histoire, chimie, Molière, enfants, album de Galar 3ème livraison, parchemin, géographie, livres en vrac dont Buffon, XVIIIème, brochés XXème. Après succ^{es} : entier mobilier de maison, fond de grenier de propriété, tulle et L.J. dont loisirs créatifs avec jeux. Expo de 9h à 12h.



AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER (Code Rural et de la Pêche Maritime - Livre 10r - Titre 11 - Chapitre III)

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET D'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER, ET AU PROGRAMME DES TRAVAUX CONNEXES SUR LES COMMUNES DE BAZAS ET AUBIAC

Conformément aux dispositions du Code Rural et de la Pêche Maritime relatives à l'aménagement foncier agricole et forestier et du Code de l'Environnement relatives au déroulement de l'enquête publique, les titulaires de droits réels sur les terrains compris dans le périmètre d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier sur le territoire des communes de BAZAS et AUBIAC sont informés que la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF), réunie le 14 novembre 2013, a approuvé la nouvelle distribution parcellaire ainsi que le programme des travaux connexes.

Les propriétaires des terrains et les titulaires de droits réels intéressés sont invités à faire part de leurs observations et réclamations sur ce projet.

Le dossier d'enquête comprend les pièces et avis suivants :

- La plan d'aménagement foncier agricole et forestier comportant l'indication des limites, de la contenance et de la numérotation cadastrale des nouvelles parcelles dont l'attribution est envisagée, la désignation des chemins, routes et lieux-dits, l'identité des propriétaires et, le cas échéant, l'identification des emprises des boisements linéaires, haies, lantations d'alignement et autres structures paysagères en application de l'article L 123-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;

- le procès verbal de la réunion de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) de BAZAS-AUBIAC du 14 novembre 2013 approuvant le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes ;

- un tableau comparatif de la valeur des nouvelles parcelles à attribuer à chaque propriétaire avec celle des terrains qui lui appartiennent ;

- un mémoire justificatif des échanges proposés précisant les conditions de prise de possession des parcelles aménagées et les dates auxquelles cette prise de possession aura lieu compte tenu des natures de cultures et des habitudes locales ;

- l'indication du maître d'ouvrage des travaux connexes prévus à l'article L 123-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime, avec l'assiette des ouvrages qui leur est attribuée et le programme des travaux arrêté par la commission avec l'estimation du montant ;

- l'étude d'impact et son résumé non technique ainsi que l'avis de l'autorité environnementale compétente sur le projet ;

- un registre d'enquête destiné à recevoir les réclamations et observations des intéressés et du public.

Les documents désignés ci-dessus seront déposés en Mairies de BAZAS ET AUBIAC et seront consultables du mardi 18 février 2014 au jeudi 20 mars 2014, aux jours et heures d'ouverture des Mairies. Le registre sera disponible pendant toute cette période au secrétariat de la Mairie de BAZAS, siège de l'enquête publique.

Le Commissaire Enquêteur, Pierre PECHAMBERT, officier de l'Armée de Terre en retraite, désigné en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire par le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux, recevra en Mairie de BAZAS les observations et les réclamations des intéressés sur le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes les :

- Mardi 18 février 2014 de 14h00 à 17h00,
- Mercredi 26 février 2014 de 9h00 à 12h00,
- Samedi 1er mars 2014 de 09h00 à 12h00,
- Jeudi 06 mars 2014 de 14h00 à 17h00,
- Lundi 10 mars 2014 de 09h00 à 12h00,
- Jeudi 13 mars 2014 de 09h00 à 12h00,
- Jeudi 20 mars 2014 de 14h00 à 17h00.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, le présent avis sera affiché en Mairies de BAZAS ET AUBIAC et sur les lieux prévus pour la réalisation du projet il sera également publié sur le site internet du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>), et dans deux journaux régionaux ou locaux.

A l'issue de l'enquête, la copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur pourra être consultée en Mairies de BAZAS ET AUBIAC aux jours et heures d'ouverture des Mairies et sur le site du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>) pendant une durée d'un an à l'issue de l'enquête publique.

La Commission Intercommunale d'aménagement foncier statuera sur les réclamations et observations formulées lors de l'enquête. Les décisions seront notifiées aux intéressés et affichées en Mairies de BAZAS ET AUBIAC.

En application de l'article L 123-13 du Code Rural et de la Pêche Maritime :

- les droits réels, autres que les servitudes, grevant les immeubles aménagés s'exercent sur les immeubles attribués par l'aménagement foncier,
- le renouvellement de la publicité légale antérieure relative aux droits réels autres que les privilèges et hypothèques a lieu par la mention de ces droits dans le procès verbal d'aménagement foncier avec désignation de leur titulaire,
- les inscriptions d'hypothèques et privilèges prises avant la clôture de l'opération ne conservent leur rang sur les immeubles attribués que si elles sont renouvelées à la diligence des créanciers dans un délai de 6 mois après la clôture de l'opération.

Les nouvelles limites des parcelles ont été matérialisées sur le terrain à l'aide de bornes qui doivent impérativement être conservées. Le rétablissement des bornes arrachées ou déplacées sera à la charge des contrevenants.

Toute information sur le projet peut être obtenue auprès de Monsieur Florian DUMAS et/ou Madame Céline RIGAL - Service Aménagement et Gestion de l'Espace - Bureau de l'Action et de la Prospective Foncières - Conseil général de la Gironde - 1, Esplanade Charles de Gaulle - CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex - téléphone : 05.56.99.33.33.

Le Président du Conseil général

RECTIFICATIF

Rectificatif à l'annonce parue dans LE RESISTANT N° 3553 du 16 janvier 2014 concernant la constitution d'une SCI dénommée DOMICILE CONCEPT. Il y a lieu de lire :

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de LIBOURNE.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LIBOURNE.

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la EURL ACEMS au capital de 10.000 euros. Siège social : 23 rue Mateau 33420 Branne. Objet : Assistance, conseil, expertise dans l'acquisition et l'aménagement de navire. Le conseil à tous types d'intervenants du domaine maritime, fluvial et technique. La fourniture d'équipements ou de personnel pour les navires. Gérant : M. Laurent BOUSSOU demeurant 23 rue Mateau 33420 Branne. Durée : 99 ans à la date de la constitution. La société sera immatriculée au RCS de Libourne.

BORDEAUX - BORDEAUX SUPERIEUR Fine BORDEAUX Demande de reconnaissance en Indication Géographique

Le Syndicat Viticole des Bordeaux, Bordeaux Supérieur et Crémant de Bordeaux a déposé auprès de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) une demande de reconnaissance en Indication Géographique « Fine Bordeaux ».

Le Cahier des Charges peut être consulté :

- sur le site web du Syndicat : www.planete-bordeaux.net

- sur rendez-vous auprès de l'INAO, 1 quai Wilson - 33 130 BEGLÈS

- sur rendez-vous auprès de l'INAO, 124 bd Tourassé - 64 000 PAU (Inao-pau@inao.gouv.fr)

- auprès du Syndicat Viticole des AOC Bordeaux, Bordeaux Supérieur et Crémant de Bordeaux ; 1 route de Pasquina - 33 750 BEYCHAC ET CAILLAU

Toute personne intéressée est invitée à se rapprocher du Syndicat, du site INAO de BORDEAUX ou celui de PAU afin de prendre connaissance du projet de Cahier des Charges et faire valoir ses observations auprès des services de l'INAO - Bordeaux, 1 quai Wilson, 33 130 BEGLÈS, jusqu'au 15 février 2014.

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 27 janvier 2014, il a été constitué une société à responsabilité limitée.

Dénomination : SARL LES MARINIERES

Forme : Société à Responsabilité Limitée

Capital social : 5 000 €

Siège social : 224, route de Coulouque 33420 GENISSAC

Durée de la société : 99 ans

Objet : Polissoirerie

Gérance : Gérard MARIE, 294 route de Coulouque 33420 GENISSAC

Immatriculation : RCS Libourne.

Pour avis, la gérance.

SCI LES VIGNERONS MARY ET DENIS Société civile immobilière au capital de 1.000 euros porté à 6.300 euros

Siège social :

23 rue des Vignerons

33000 BORDEAUX

752 477 605 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 22 juillet 2013, le capital social a été augmenté par incorporation de compte courant de 1.000 euros à 6.300 euros.

Aux termes d'une délibération en date du 22 juillet 2013, Madame Maryvonne LEBERRE a démissionné de ses fonctions de gérant à compter du 22 juillet 2013 suite à l'acte de cession de parts sociales reçu par Maître Stéphane GARIBALDI en date du 22 juillet 2013 et enregistré à BORDEAUX le 06 août 2013, Bordeaux 2013/1610 case n° 1. Monsieur Denis BALMONT reste maintenu et devient unique gérant de la société.

Les modifications statutaires seront publiées au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis
Le Notaire.

LA MAISON DU LIERRE SARL au capital de 7 500 € 57 rue Huguerie 33000 BORDEAUX 445 026 966 RCS Bordeaux

L'AGE du 30/12/2013 a décidé d'augmenter le capital social pour le fixer à la somme de 300 000€ par création de 19 500 parts sociales nouvelles, de modifier la date de clôture de l'exercice social pour le fixer au 31 décembre de chaque année et de transférer le siège social au 5 Avenue du Jardin Public à Biarritz. Les articles concernés des statuts ont été modifiés en conséquence. Dépôt légal au Greffe du TC de BORDEAUX.

ADDITIF

Suite à l'annonce parue le 16 janvier 2014, la SAS TRANTOR a nommé son directeur général en la personne de Jacques STANGHELINI, 4 le Bourg Nord 33660 PUY-NORMAND.



A VENDRE suite à LIQUIDATION JUDICIAIRE petit matériel menuiseries (SCI, PERFORATEUR, VISSEUSE) et un véhicule VOLKSWAGEN 295 000 KM.

Dossier N° 12370
à réclamer à
Maître Hirou
au 05 57 74 05 50

DELAI DE DÉPÔT des OFFRES :
Jeudi 6 Février 2014
avant 17 Heures.



AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER (Code Rural et de la Pêche Maritime - Livre 1r - Titre 11 - Chapitre III)

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET D'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER, ET AU PROGRAMME DES TRAVAUX CONNEXES SUR LES COMMUNES DE CUDOS ET BERNOS-BEAULAC

Conformément aux dispositions du Code Rural et de la Pêche Maritime relatives à l'aménagement foncier agricole et forestier et du Code de l'Environnement relatives au déroulement de l'enquête publique, les titulaires de droits réels sur les terrains compris dans le périmètre d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier sur le territoire des communes de CUDOS et BERNOS-BEAULAC sont informés que la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF), réunie le 03 septembre 2012, a approuvé la nouvelle distribution parcellaire ainsi que le programme des travaux connexes.

Les propriétaires des terrains et les titulaires de droits réels intéressés sont invités à faire part de leurs observations et réclamations sur ce projet.

Le dossier d'enquête comprend les pièces et avis suivants :

- Le plan d'aménagement foncier agricole et forestier comportant l'indication des limites, de la contenance et de la numérotation cadastrale des nouvelles parcelles dont l'attribution est envisagée, la désignation des chemins, routes et lieux-dits, l'identité des propriétaires et, le cas échéant, l'identification des emprises des boisements linéaires, haies, plantations d'alignement et autres structures paysagères en application de l'article L 123-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;

- les délibérations des conseils municipaux des communes de CUDOS et BERNOS-BEAULAC en dates respectivement des 05 octobre 2012 et 22 novembre 2012 approuvant les plans de voirie ;

- le procès verbal de la réunion de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) de CUDOS/BERNOS-BEAULAC du 06 septembre 2012 approuvant le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes ;

- un tableau comparatif de la valeur des nouvelles parcelles à attribuer à chaque propriétaire avec celle des terrains qui lui appartiennent ;

- un mémoire justificatif des échanges proposés précisant les conditions de prise de possession des parcelles aménagées et les dates auxquelles cette prise de possession aura lieu compte tenu des natures de cultures et des habitudes locales ;

- l'indication du maître d'ouvrage des travaux connexes prévus à l'article L 123-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime, avec l'assiette des ouvrages qui leur est attribuée et le programme des travaux arrêté par la commission avec l'estimation du montant ;

- l'étude d'impact et son résumé non technique ainsi que l'avis de l'autorité environnementale compétente sur le projet ;

- un registre d'enquête destiné à recevoir les réclamations et observations des intéressés et du public.

Les documents désignés ci-dessus seront déposés en Mairies de CUDOS et BERNOS-BEAULAC et seront consultables du mardi 18 février 2014 au jeudi 20 mars 2014, aux jours et heures d'ouverture des Mairies. Le registre sera disponible pendant toute cette période au secrétariat de la Mairie de CUDOS, siège de l'enquête publique.

Le Commissaire Enquêteur, Alain RIOUFOL, Général (2e section), désigné en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire par le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux, recevra en Mairie de CUDOS les observations et les réclamations des intéressés sur le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes les :

- Mardi 18 février 2014 de 09h00 à 12h00,
- Jeudi 27 février 2014 de 14h00 à 17h00,
- Lundi 03 mars 2014 de 09h00 à 12h00,
- Samedi 08 mars 2014 de 9h00 à 12h00,
- Jeudi 13 mars 2014 de 14h00 à 17h00,
- Jeudi 20 mars 2014 de 09h00 à 12h00.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, le présent avis sera affiché en Mairies de CUDOS ET BERNOS-BEAULAC et sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Il sera également publié sur le site internet du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>), et dans deux journaux régionaux ou locaux.

A l'issue de l'enquête, la copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur pourra être consultée en Mairies de CUDOS ET BERNOS-BEAULAC aux jours et heures d'ouverture des Mairies et sur le site du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>) pendant une durée d'un an à l'issue de l'enquête publique.

La Commission Intercommunale d'aménagement foncier statuera sur les réclamations et observations formulées lors de l'enquête. Les décisions seront notifiées aux intéressés et affichées en Mairies de CUDOS ET BERNOS-BEAULAC.

En application de l'article L 123-13 du Code Rural et de la Pêche Maritime :

- les droits réels, autres que les servitudes, grevant les immeubles aménagés s'exercent sur les immeubles attribués par l'aménagement foncier,
- le renouvellement de la publicité légale antérieure relative aux droits réels autres que les privilèges et hypothèques a lieu par la mention de ces droits dans le procès verbal d'aménagement foncier avec désignation de leur titulaire,
- les inscriptions d'hypothèques et privilèges prises avant la clôture de l'opération ne conservent leur rang sur les immeubles attribués que si elles sont renouvelées à la diligence des créanciers dans un délai de 6 mois après la clôture de l'opération.

Les nouvelles limites des parcelles ont été matérialisées sur le terrain à l'aide de bornes qui doivent impérativement être conservées. Le rétablissement des bornes arrachées ou déplacées sera à la charge des contrevenants.

Toute information sur le projet peut être obtenue auprès de Monsieur Florian DUMAS et/ou Madame Céline RIGAL - Service Aménagement et Gestion de l'Espace - Bureau de l'Action et de la Prospective Foncières - Conseil général de la Gironde - 1, Esplanade Charles de Gaulle - CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex - téléphone : 05.56.99.33.33.

Le Président du Conseil général

MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU Commune de Gensac

Modification simplifiée N°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération en date du 10 janvier 2014, le Conseil Municipal a approuvé la modification simplifiée N°1 du PLU sur le territoire de Gensac.

Le dossier est tenu à disposition du public à la Mairie de Gensac aux jours et heures d'ouverture et à la Sous-Préfecture de Libourne.



Conseil général de la Gironde
Aménagement foncier agricole et forestier
(Code rural et de la pêche maritime
Livres 1^{er} - Titre II - Chapitre III)

ENQUÊTE PUBLIQUE

Relative au projet d'aménagement foncier agricole et forestier, et au programme des travaux connexes sur les communes de Cudos et Bernos-Beaulac

Conformément aux dispositions du Code rural et de la pêche maritime relatives à l'aménagement foncier agricole et forestier et du Code de l'environnement relatives au déroulement de l'enquête publique, les titulaires de droits réels sur les terrains compris dans le périmètre d'Aménagement foncier agricole et forestier sur le territoire des communes de Cudos et Bernos-Beaulac sont informés que la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF), réunie le 6 septembre 2012, a approuvé la nouvelle distribution parcellaire ainsi que le programme des travaux connexes.

Les propriétaires des terrains et les titulaires de droits réels intéressés sont invités à faire part de leurs observations et réclamations sur ce projet.

Le dossier d'enquête comprend les pièces et avis suivants :

Le plan d'aménagement foncier agricole et forestier comportant l'indication des limites, de la contenance et de la numérotation cadastrale des nouvelles parcelles dont l'attribution est envisagée, la désignation des chemins, routes et lieux-dits, l'identité des propriétaires et, le cas échéant, l'identification des emprises des boisements linéaires, haies, plantations d'alignement et autres structures paysagères en application de l'article L 123-8 du Code rural et de la pêche maritime.

Les délibérations des Conseils municipaux des communes de Cudos et Bernos-Beaulac en dates respectivement des 5 octobre 2012 et 22 novembre 2012 approuvant les plans de voirie.

Le procès-verbal de la réunion de la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) de Cudos-Bernos-Beaulac du 6 septembre 2012 approuvant le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes, un tableau comparatif de la valeur des nouvelles parcelles à attribuer à chaque propriétaire avec celle des terrains qui lui appartiennent.

Un mémoire justificatif des échanges proposés précisant les conditions de prise de possession des parcelles aménagées et les dates auxquelles cette prise de possession aura lieu compte tenu des natures de cultures et des habitudes locales.

L'indication du maître d'ouvrage des travaux connexes prévus l'article L 123-8 du Code rural et de la pêche maritime, avec l'assiette des ouvrages qui leur est attribuée et le programme des travaux arrêté par la commission d'estimation du montant.

Une étude d'impact et son résumé non technique ainsi que l'avis de l'autorité environnementale compétente sur le projet.

Un registre d'enquête destiné à recevoir les réclamations et observations intéressées et du public.

Les documents désignés ci-dessus seront déposés en mairies de Cudos et Bernos-Beaulac et seront consultables du **mardi 18 février 2014 au jeudi 20 mars 2014**, aux jours et heures d'ouverture des mairies. Le registre sera disponible pendant toute cette période au secrétariat de la mairie de Cudos, au siège de l'enquête publique.

Le commissaire-enquêteur, **Alain Rioult**, général (2^e section), désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire par le président du Tribunal administratif de Bordeaux, recevra en **mairie de Cudos** les observations et les réclamations des intéressés sur le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes les :

Jeudi 18 février 2014 de 9 h à 12 h ;
Vendredi 27 février 2014 de 14 h à 17 h ;
Mardi 3 mars 2014 de 9 h à 12 h ;
Mardi 8 mars 2014 de 9 h à 12 h ;
Jeudi 13 mars 2014 de 14 h à 17 h ;
Jeudi 20 mars 2014 de 9 h à 12 h ;

Cinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, le présent avis sera affiché en mairies de Cudos et Bernos-Beaulac et sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Il sera également publié sur le site internet du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>), et dans deux journaux régionaux ou locaux.

L'issue de l'enquête, la copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur pourra être consultée en mairie de Cudos et Bernos-Beaulac aux jours et heures d'ouverture des mairies et sur le site du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>) pendant une durée d'un an à l'issue de l'enquête publique.

La commission intercommunale d'aménagement foncier statuera sur les réclamations et observations formulées lors de l'enquête. Les décisions seront notifiées aux intéressés et affichées en mairies de Cudos et Bernos-Beaulac.

En application de l'article L 123-13 du Code rural et de la pêche maritime : les droits réels, autres que les servitudes, grevant les immeubles aménagés exercent sur les immeubles attribués par l'aménagement foncier.

Le renouvellement de la publicité légale antérieure relative aux droits réels que les privilèges et hypothèques à lieu par la mention de ces droits dans le procès-verbal d'aménagement foncier avec désignation de leur nature.

Les inscriptions d'hypothèques et privilèges prises avant la clôture de l'opération ne conservent leur rang sur les immeubles attribués que si elles sont renouvelées à la diligence des créanciers dans un délai de six mois après la clôture de l'opération.

Les nouvelles limites des parcelles ont été matérialisées sur le terrain à l'aide de bornes attachées ou déplacées sera à la charge des contrevenants. Les bornes qui doivent impérativement être conservées. Le rétablissement des bornes arrachées ou déplacées sera à la charge des contrevenants.

Information sur le projet peut être obtenue auprès de M. Florian Dumas ou M^{me} Céline Rigal, service aménagement et gestion de l'espace.



Conseil général de la Gironde
Aménagement foncier agricole et forestier
(Code rural et de la pêche maritime
Livres 1^{er} - Titre II - Chapitre III)

ENQUÊTE PUBLIQUE

relative au projet d'aménagement foncier agricole et forestier, et au programme des travaux connexes sur les communes de Bazas et Aulhac

Conformément aux dispositions du Code rural et de la pêche maritime relatives à l'aménagement foncier agricole et forestier et du Code de l'environnement relatives au déroulement de l'enquête publique, les titulaires de droits réels sur les terrains compris dans le périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier sur le territoire des communes de Bazas et Aulhac sont informés que la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF), réunie le 14 novembre 2013, a approuvé la nouvelle distribution parcellaire ainsi que le programme des travaux connexes.

Les propriétaires des terrains et les titulaires de droits réels intéressés sont invités à faire part de leurs observations et réclamations sur ce projet.

Le dossier d'enquête comprend les pièces et avis suivants :

Le plan d'aménagement foncier agricole et forestier comportant l'indication des limites, de la contenance et de la numérotation cadastrale des nouvelles parcelles dont l'attribution est envisagée, la désignation des chemins, routes et lieux-dits, l'identité des propriétaires et, le cas échéant, l'identification des emprises des boisements linéaires, haies, plantations d'alignement et autres structures paysagères en application de l'article L 123-8 du Code rural et de la pêche maritime ; le procès-verbal de la réunion de la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) de Bazas - Aulhac du 14 novembre 2013 approuvant le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes ; un tableau comparatif de la valeur des nouvelles parcelles à attribuer à chaque propriétaire avec celle des terrains qui lui appartiennent ; un mémoire justificatif des échanges proposés précisant les conditions de prise de possession des parcelles aménagées et les dates auxquelles cette prise de possession aura lieu compte tenu des natures de cultures et des habitudes locales ; l'indication du maître d'ouvrage des travaux connexes prévus à l'article L 123-8 du Code rural et de la pêche maritime, avec l'assiette des ouvrages qui leur est attribuée et le programme des travaux arrêté par la commission avec l'estimation du montant ; l'étude d'impact et son résumé non technique ainsi que l'avis de l'autorité environnementale compétente sur le projet ; un registre d'enquête destiné à recevoir les réclamations et observations des intéressés et du public.

Les documents désignés ci-dessus seront déposés en mairie de Bazas et Aulhac et seront consultables du **mardi 18 février au jeudi 20 mars 2014**, aux jours et heures d'ouverture des mairies. Le registre sera disponible pendant toute cette période au secrétariat de la mairie de bazas, siège de l'enquête publique.

Le commissaire-enquêteur, **Pierre Péchambert**, officier de l'armée de terre en retraite, désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire par le président du Tribunal administratif de Bordeaux, recevra en mairie de Bazas les observations et les réclamations des intéressés sur le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes les :

Mardi 18 février 2014 de 14 h à 17 h ;
Mercredi 26 février 2014 de 9 h à 12 h ;
Samedi 1^{er} mars 2014 de 9 h à 12 h ;
Jeudi 6 mars 2014 de 14 h à 17 h ;
Lundi 10 mars 2014 de 9 h à 12 h ;
Jeudi 13 mars 2014 de 9 h à 12 h ;
Jeudi 20 mars 2014 de 14 h à 17 h ;

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, le présent avis sera affiché en mairies de Bazas et Aulhac et sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Il sera également publié sur le site internet du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>) et dans deux journaux régionaux ou locaux.

A l'issue de l'enquête, la copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur pourra être consultée en mairies de Bazas et Aulhac aux jours et heures d'ouverture des mairies et sur le site du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>) pendant une durée d'un an à l'issue de l'enquête publique.

La commission communale d'aménagement foncier statuera sur les réclamations et observations formulées lors de l'enquête. Les décisions seront notifiées aux intéressés et affichées en mairies de Bazas et Aulhac.

En application de l'article L 123-13 du Code rural et de la pêche maritime : les droits réels, autres que les servitudes, grevant les immeubles aménagés, s'exercent sur les immeubles attribués par l'aménagement foncier.

Le renouvellement de la publicité légale antérieure relative aux droits réels autres que les privilèges et hypothèques à lieu par la mention de ces droits dans le procès-verbal d'aménagement foncier avec désignation de leur titulaire.

Les inscriptions d'hypothèques et privilèges prises avant la clôture de l'opération ne conservent leur rang sur les immeubles attribués que si elles sont renouvelées à la diligence des créanciers dans un délai de six mois après la clôture de l'opération.

Les nouvelles limites des parcelles ont été matérialisées sur le terrain à l'aide de bornes qui doivent impérativement être conservées. Le rétablissement des bornes arrachées ou déplacées sera à la charge des contrevenants.

Toute information sur le projet peut être obtenue auprès de M. Florian Dumas et/ou M^{me} Céline Rigal - Service aménagement et gestion de l'espace - Bureau de l'action et de la prospective foncière - Conseil général de la Gironde - 1, esplanade Charles-de-Gaulle - CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex - Tél. 05 56 99 33 33.

Pour le président du Conseil général,
Le directeur général des services départementaux,
Gérard Marty.

M^{me} J
Dav
Nath
ses e
Josia
Thor
ses p
ses sc
par
ont la
du de

Surve
Ses
le sar
au cré
Un
rendu
Ni f
PF Le R

Claudir
Pierre e
Robert
ses enf
Sandra
Alexis e
Alexan
Marie-L
Otilie,
Eric et C
Gilles et
ses petit
Baptiste
Adelin,
ses arrie
la famill
parents
ont la de
du décès

Rayr
dans sa
Les ot
31 janv
l'églesi
(48).

SAINT

Son epou
son fils Cl
son fils Di
sa petite-
et sa com
sa petite-
et sa com
son arrier
M. et M^{me}
leurs enf
M. et M^{me}
ses enf
M^{me} Char
les famille
BONA, ent
cousins, c
ont la dou
du décès c



AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER (Code Rural et de la Pêche Maritime - Livre 10r - Titre 11 - Chapitre III)

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET D'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER, ET AU PROGRAMME DES TRAVAUX CONNEXES SUR LES COMMUNES DE BAZAS ET AUBIAC

Conformément aux dispositions du Code Rural et de la Pêche Maritime relatives à l'aménagement foncier agricole et forestier et du Code de l'Environnement relatives au déroulement de l'enquête publique, les titulaires de droits réels sur les terrains compris dans le périmètre d'aménagement Foncier Agricole et Forestier sur le territoire des communes de BAZAS (et AUBIAC) sont informés que la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF), réunie le 14 novembre 2013, a approuvé la nouvelle distribution parcellaire ainsi que le programme des travaux connexes.

Les propriétaires des terrains et les titulaires de droits réels intéressés sont invités à faire part de leurs observations et réclamations sur ce projet.

Le dossier d'enquête comprend les pièces et avis suivants :

- Le plan d'aménagement foncier agricole et forestier comportant l'indication des limites, de la contenance et de la numérotation cadastrale des nouvelles parcelles dont l'attribution est envisagée, la désignation des chemins, routes et lieux-dits, l'identité des propriétaires et, le cas échéant, l'identification des emprises des boissements linéaires, haies, plantations d'alignement et autres structures paysagères en application de l'article L.123-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;

- le procès verbal de la réunion de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) de BAZAS-AUBIAC du 14 novembre 2013 approuvant le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes ;

- un tableau comparatif de la valeur des nouvelles parcelles à attribuer à chaque propriétaire avec celle des terrains qu'il lui appartenait ;

- un mémoire justificatif des échanges proposés précisant les conditions de prise de possession des parcelles aménagées et les dates auxquelles cette prise de possession aura lieu compte tenu des natures de cultures et des habitudes locales ;

- l'indication du maître d'ouvrage des travaux connexes prévus à l'article L.123-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime, avec l'assiette des ouvrages qui leur est attribuée et le programme des travaux arrêté par la commission avec l'estimation du montant ;

- l'étude d'impact et son résumé non technique ainsi que l'avis de l'autorité environnementale compétente sur le projet ;

- un registre d'enquête destiné à recevoir les réclamations et observations des intéressés et du public.

Les documents désignés ci-dessus seront déposés en Mairies de BAZAS ET AUBIAC et seront consultables du mardi 18 février 2014 au jeudi 20 mars 2014, aux heures et heures d'ouverture des Mairies. Le registre sera disponible pendant toute cette période au secrétariat de la Mairie de BAZAS, siège de l'enquête publique.

Le Commissaire Enquêteur, Pierre PECHAMBERT, officier de l'Armée de Terre en retraite, désigné en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire par le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux, recevra en Mairie de BAZAS les observations et les réclamations des intéressés sur le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes :

- Mardi 18 février 2014 de 14h00 à 17h00,

- Mercredi 26 février 2014 de 9h00 à 12h00,

- Samedi 1er mars 2014 de 09h00 à 12h00,

- Jeudi 06 mars 2014 de 14h00 à 17h00,

- Lundi 10 mars 2014 de 09h00 à 12h00,

- Jeudi 13 mars 2014 de 09h00 à 12h00,

- Jeudi 20 mars 2014 de 14h00 à 17h00.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, le présent avis sera affiché en Mairies de BAZAS ET AUBIAC et sur les lieux prévus pour la réalisation du projet il sera également publié sur le site internet du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>), et dans deux journaux régionaux ou locaux.

A l'issue de l'enquête, la copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur pourra être consultée en Mairies de BAZAS ET AUBIAC aux jours et heures d'ouverture des Mairies et sur le site du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>) pendant une durée d'un an à l'issue de l'enquête publique.

La Commission Intercommunale d'aménagement foncier statuera sur les réclamations et observations formulées lors de l'enquête. Les décisions seront notifiées aux intéressés et affichées en Mairies de BAZAS ET AUBIAC.

En application de l'article L.123-13 du Code Rural et de la Pêche Maritime :

- les droits réels, autres que les servitudes, grevant les immeubles aménagés s'exercent sur les immeubles attribués par l'aménagement foncier,

- le renouvellement de la publicité légale antérieure relative aux droits réels autres que les privilèges et hypothèques a lieu par la mention de ces droits dans le procès verbal d'aménagement foncier avec désignation de leur titulaire,

- les inscriptions d'hypothèques et privilèges prises avant la clôture de l'opération ne conservent leur rang sur les immeubles attribués que si elles sont renouvelées à la diligence des créanciers dans un délai de 6 mois après la clôture de l'opération.

Les nouvelles limites des parcelles ont été matérialisées sur le terrain à l'aide de bornes qui doivent impérativement être conservées. Le rétablissement des bornes arrachées ou déplacées sera à la charge des contrevenants.

Toute information sur le projet peut être obtenue auprès de Monsieur Florian DUMAS et/ou Madame Céline RIGAL - Service Aménagement et Gestion de l'Espace - Bureau de l'Action et de la Prospective Foncières - Conseil général de la Gironde - 1, Esplanade Charles de Gaulle - CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex - téléphone : 05.56.99.33.33.

Le Président du Conseil général



AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER (Code Rural et de la Pêche Maritime - Livre 1r - Titre 11 - Chapitre III)

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET D'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER, ET AU PROGRAMME DES TRAVAUX CONNEXES SUR LES COMMUNES DE CUDOS ET BERNOS-BEAULAC

Conformément aux dispositions du Code Rural et de la Pêche Maritime relatives à l'aménagement foncier agricole et forestier et du Code de l'Environnement relatives au déroulement de l'enquête publique, les titulaires de droits réels sur les terrains compris dans le périmètre d'aménagement Foncier Agricole et Forestier sur le territoire des communes de CUDOS et BERNOS-BEAULAC sont informés que la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF), réunie le 06 septembre 2012, a approuvé la nouvelle distribution parcellaire ainsi que le programme des travaux connexes.

Les propriétaires des terrains et les titulaires de droits réels intéressés sont invités à faire part de leurs observations et réclamations sur ce projet.

Le dossier d'enquête comprend les pièces et avis suivants :

- Le plan d'aménagement foncier agricole et forestier comportant l'indication des limites, de la contenance et de la numérotation cadastrale des nouvelles parcelles dont l'attribution est envisagée, la désignation des chemins, routes et lieux-dits, l'identité des propriétaires et, le cas échéant, l'identification des emprises des boissements linéaires, haies, plantations d'alignement et autres structures paysagères en application de l'article L.123-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;

- les délibérations des conseils municipaux des communes de CUDOS et BERNOS-BEAULAC en dates respectives des 05 octobre 2012 et 22 novembre 2012 approuvant les plans de voirie ;

- le procès verbal de la réunion de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) de CUDOS-BERNOS-BEAULAC du 06 septembre 2012 approuvant le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes ;

- un tableau comparatif de la valeur des nouvelles parcelles à attribuer à chaque propriétaire avec celle des terrains qui lui appartenait ;

- un mémoire justificatif des échanges proposés précisant les conditions de prise de possession des parcelles aménagées et les dates auxquelles cette prise de possession aura lieu compte tenu des natures de cultures et des habitudes locales ;

- l'indication du maître d'ouvrage des travaux connexes prévus à l'article L.123-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime, avec l'assiette des ouvrages qui leur est attribuée et le programme des travaux arrêté par la commission avec l'estimation du montant ;

- l'étude d'impact et son résumé non technique ainsi que l'avis de l'autorité environnementale compétente sur le projet ;

- un registre d'enquête destiné à recevoir les réclamations et observations des intéressés et du public.

Les documents désignés ci-dessus seront déposés en Mairies de CUDOS et BERNOS-BEAULAC et seront consultables du mardi 18 février 2014 au jeudi 20 mars 2014, aux jours et heures d'ouverture des Mairies. Le registre sera disponible pendant toute cette période au secrétariat de la Mairie de CUDOS, siège de l'enquête publique.

Le Commissaire Enquêteur, Alain RIOUFOL, Général (2^e section), désigné en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire par le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux, recevra en Mairie de CUDOS les observations et les réclamations des intéressés sur le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes :

- Mardi 18 février 2014 de 09h00 à 12h00,

- Jeudi 27 février 2014 de 14h00 à 17h00,

- Lundi 03 mars 2014 de 09h00 à 12h00,

- Samedi 08 mars 2014 de 9h00 à 12h00,

- Jeudi 13 mars 2014 de 14h00 à 17h00,

- Jeudi 20 mars 2014 de 09h00 à 12h00.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, le présent avis sera affiché en Mairies de CUDOS ET BERNOS-BEAULAC et sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Il sera également publié sur le site internet du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>), et dans deux journaux régionaux ou locaux.

A l'issue de l'enquête, la copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur pourra être consultée en Mairies de CUDOS ET BERNOS-BEAULAC aux jours et heures d'ouverture des Mairies et sur le site du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>) pendant une durée d'un an à l'issue de l'enquête publique.

La Commission Intercommunale d'aménagement foncier statuera sur les réclamations et observations formulées lors de l'enquête. Les décisions seront notifiées aux intéressés et affichées en Mairies de CUDOS ET BERNOS-BEAULAC.

En application de l'article L.123-13 du Code Rural et de la Pêche Maritime :

- les droits réels, autres que les servitudes, grevant les immeubles aménagés s'exercent sur les immeubles attribués par l'aménagement foncier,

- le renouvellement de la publicité légale antérieure relative aux droits réels autres que les privilèges et hypothèques a lieu par la mention de ces droits dans le procès verbal d'aménagement foncier avec désignation de leur titulaire,

- les inscriptions d'hypothèques et privilèges prises avant la clôture de l'opération ne conservent leur rang sur les immeubles attribués que si elles sont renouvelées à la diligence des créanciers dans un délai de 6 mois après la clôture de l'opération.

Les nouvelles limites des parcelles ont été matérialisées sur le terrain à l'aide de bornes qui doivent impérativement être conservées. Le rétablissement des bornes arrachées ou déplacées sera à la charge des contrevenants.

Toute information sur le projet peut être obtenue auprès de Monsieur Florian DUMAS et/ou Madame Céline RIGAL - Service Aménagement et Gestion de l'Espace - Bureau de l'Action et de la Prospective Foncières - Conseil général de la Gironde - 1, Esplanade Charles de Gaulle - CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex - téléphone : 05.56.99.33.33.

Le Président du Conseil général

VENTE TERRAIN BOISE

En application des dispositions de l'article L.331-19 du Code forestier, Mr et Mme MENTIERES avisent de leur intention de mettre en vente le terrain boisé ci-après désigné dont il est propriétaire :

Sur la commune de CAPTIEUX (Gironde), la parcelle suivante :

Cadastrée section C n° 810 pour 2ha 20a 41ca

Moyennant le prix principal de CINQ MILLE

EUROS (5.000,00 €), payable comptant

le jour de la signature de l'acte de vente

auquel s'ajoutera la provision sur droits et

frais d'acquisition et la commission d'inter-

médiaire s'il en existe.

Tout propriétaire d'une parcelle boisée

contiguë à ce terrain dispose d'un délai de

deux mois à compter de l'affichage en la

mairie de CAPTIEUX de cet avis de vente,

soit à compter du 19 Février 2014, pour

faire connaître l'exercice de son droit de

préférence aux prix et conditions fixés par

le vendeur. Pour les conditions précises de

la vente projetée, il est renvoyé à l'affichage

en mairie.

L'exercice de ce droit doit être notifié, par

lettre recommandée avec avis de réception

ou par remise contre récépissé, à Maître

Yannick AMANIEU, Notaire à CAPTIEUX

8 routes de Bazas, dument mandaté à cet

effet par le vendeur.

L'absence de réponse dans le délai de deux

mois suivant la date d'affichage en mairie

équivalra à un refus de l'offre de vente

ERECAPIRIEL Sud Bassin

SARL au capital de 254 000 €

Siège social :

18, avenue du Gal de Gaulle

33120 ARCACHON

399 844 364 RCS BORDEAUX

L'AGO du 03/02/2014 a pris acte de la démission de Mme Emmanuelle BODIN-RUITORT de ses fonctions de cocrétaire au même jour, et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis
La Gérance

Etude de Maître LATAPYE

Patrick

Notaire à RAUZAN (33420)

Suivant acte reçu par Me Patrick LATAPYE, Notaire à RAUZAN, le 31 janvier 2014, enregistré au service des impôts des Entreprises de LIBOURNE le 03 février 2014, bordereau 2014/09 case n°1, a été constituée la société civile dénommée « SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIERE SVSF », siège social : JUGAZAN (33420), 1 lieudit Bergay Nord.

Capital social : CENT TREIZE MILLE CINQ

CENTS EUROS (113.500,00 €), divisé

en 11.350 parts sociales de DIX EUROS

(10,00 €) chacune, numérotées de 1 à

11.350.

Constitué d'apports en numéraire.

Objet social : L'acquisition, l'administration

et l'exploitation par bail, location ou

autrement, de tous les immeubles bâtis ou

non bâtis, dont la société pourrait devenir

propriétaire par voie d'acquisition, d'apport,

d'échange ou autrement.

Durée : 99 ans à compter de son immatricula-

tion au R.C.S. LIBOURNE.

Cessions de parts soumises à l'agrément

des associés.

Nommé(e) premier gérant de ladite société :

- Monsieur LASNIER Francis Michel,

propriétaire viticoleur, demeurant à JUGAZAN

(33420), 1 lieudit Bergay Nord.

GREFFE DU TRIBUNAL

COMMERCE DE LIBOURNE

Jugement de conversion de la procédure de

redressement en liquidation judiciaire sim-

plifiée en date du 12/02/2014 de Sarl COTE

SUD - 6 rue Michel Montaigne 33500 LI-

BOURNE - Achat vente de prêt à porter, tex-

tile, accessoire de modes, article de sport,

article de décorations vaisselles, optique

(RCS Libourne 53525742) - liquidateur :

SELARL HIROU prise en la personne de

Maître Louis HIROU 6-7 boulevard Aristide

Briand 33500 LIBOURNE.

La Greffière du Tribunal.

GREFFE DU TRIBUNAL

COMMERCE DE LIBOURNE

Jugement prononçant la clôture de la pro-

cédure de liquidation judiciaire pour insuf-

fisance d'actif (LSE) en date du 12/02/2014

de Madame Virginie COQUILLAU - 159

rue de la République 33220 Sainte-Foy-la-

Grande - vente de fruits et légumes fleurs

vins et tous produits alimentaires fixés et

ambulant (RCS Libourne 50299542).

La Greffière du Tribunal.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 14

février 2014, à Bordeaux, il a été constitué

une société présentant les caractéristiques

suivantes :

Dénomination : Bertoliwine.

Forme : entreprise unipersonnelle à res-

ponsabilité limitée.

Siège social : Résidence le Quadrige, 223

avenue d'Arès Bât U1 Apt 5 - 33200 Bor-

deaux.

Objet : la société a pour objet : agent com-

mercial et ne négocier et vendre, au nom

et pour le compte du Mandant des boissons

dont les vins constituent une large fraction

de sa gamme.

Durée de la société : 99 années à compter

de son immatriculation au RCS.

Capital social : 500 euros.

Gérance : Bertolini Audrey - Résidence le

Quadrige - 223 avenue d'Arès - Bât U1 Apt

5 - 33200 Bordeaux.

La société sera immatriculée au registre du

commerce et des sociétés de Bordeaux.

Pour avis.

GREFFE DU TRIBUNAL

COMMERCE DE LIBOURNE

Jugement prononçant la clôture de la pro-

cédure de liquidation judiciaire pour insuf-

fisance d'actif (LSE) en date du 12/02/2014

de Sarl HELI 33 SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION

DES ÉTABLISSEMENTS JUSTO

25 rue Saint-Euphrasy 33500 Moullets-et-

Villemartin - pose de fermeture bâtiment

création : négoce de fer école de pilotage

sur hélicoptère formation de pilotes privés

et professionnels et travail aérien (RCS Li-

bourne 38045354).

La Greffière du Tribunal.

ADDITIF

Complément à l'annonce P 30 du 9/01/2014

concernant la cession de magazines à

SARL REGIE CONSEILS, l'entrée en puis-

sance aura lieu le 31 décembre 2013.

GREFFE DU TRIBUNAL

COMMERCE DE LIBOURNE

Jugement d'ouverture de liquidation sim-

plifiée sans administrateur en date du

Conseil général de la Gironde
Aménagement foncier agricole et forestier
(Code rural et de la pêche maritime
Livres 1^{er} - Titre II - Chapitre III)

ENQUÊTE PUBLIQUE
relative au projet d'aménagement foncier agricole
et forestier, et au programme des travaux connexes
sur les communes de Bazas et Aubiac

Conformément aux dispositions du Code rural et de la pêche maritime relatives à l'aménagement foncier agricole et forestier et du Code de l'environnement relatives au développement de l'enquête publique, les titulaires de droits réels sur les terrains compris dans le périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier sur le territoire des communes de Bazas et Aubiac sont informés que la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF), réunie le 14 novembre 2013, a approuvé la nouvelle distribution parcellaire ainsi que le programme des travaux connexes.

Les propriétaires des terrains et les titulaires de droits réels intéressés sont invités à faire part de leurs observations et réclamations sur ce projet.

Le dossier d'enquête comprend les plans et avis suivants :
Le plan d'aménagement foncier agricole et forestier comportant l'indication des limites, de la configuration et de la numérotation cadastrale des nouvelles parcelles dont l'attribution est envisagée, la désignation des chemins, routes et lieux-dits, l'identité des propriétaires et, le cas échéant, l'identification des emprises des boisements linéaires, haies, plantations d'alignement et autres structures paysagères en application de l'article L. 123-8 du Code rural et de la pêche maritime ; le procès-verbal de la réunion de la commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) de Bazas - Aubiac du 14 novembre 2013 approuvant le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes ; un tableau comparatif de la valeur des nouvelles parcelles à attribuer à chaque propriétaire avec celle des terrains qui lui appartiennent ; un mémoire justificatif des échanges proposés précisant les conditions de prise de possession des parcelles aménagées et les dates auxquelles cette prise de possession aura lieu compte tenu des natures de cultures et des habitudes locales ; l'indication du maître d'ouvrage des travaux connexes prévus à l'article L. 123-8 du Code rural et de la pêche maritime, avec l'assiette des ouvrages qui leur est attribuée et le programme des travaux arrêtés par la commission avec l'estimation du montant ; l'étude d'impact et son résumé non technique ainsi que l'avis de l'autorité environnementale compétente sur le projet ; un registre d'enquête destiné à recevoir les réclamations et observations des intéressés et du public.

Les documents désignés ci-dessus seront déposés en mairie de Bazas et Aubiac et seront consultables du mardi 18 février au jeudi 28 mars 2014, aux jours et heures d'ouverture des mairies. Le registre sera disponible pendant toute cette période au secrétariat de la mairie de Bazas, siège de l'enquête publique.

La commissaire-enquêteur, Pierre Pichambert, officier de l'armée de terre en retraite, désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire par le président du Tribunal administratif de Bordeaux, recevra en mairie de Bazas les observations et les réclamations des intéressés sur le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes les :

Mardi 18 février 2014 de 14 h à 17 h ;
Mercredi 26 février 2014 de 9 h à 12 h ;
Samedi 1^{er} mars 2014 de 9 h à 12 h ;
Jeudi 6 mars 2014 de 14 h à 17 h ;
Lundi 10 mars 2014 de 9 h à 12 h ;
Jeudi 13 mars 2014 de 9 h à 12 h ;
Jeudi 20 mars 2014 de 14 h à 17 h.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, le présent avis sera affiché en mairies de Bazas et Aubiac et sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Il sera également publié sur le site internet du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>) et dans deux journaux régionaux ou locaux.

A l'issue de l'enquête, la copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur pourra être consultée en mairies de Bazas et Aubiac aux jours et heures d'ouverture des mairies et sur le site du Conseil général de la Gironde (<http://gironde.fr>) pendant une durée d'un an à l'issue de l'enquête publique.

La commission communale d'aménagement foncier statuera sur les réclamations et observations formulées lors de l'enquête. Les décisions seront notifiées aux intéressés et affichées en mairies de Bazas et Aubiac.

En application de l'article L. 123-8 du Code rural et de la pêche maritime : Les droits réels, autres que les servitudes, grevant les immeubles aménagés, s'exercent sur les immeubles attribués par l'aménagement foncier.

Le renouvellement de la publicité légale antérieure relative aux droits réels autres que les privilèges et hypothèques a lieu par la mention de ces droits dans le procès-verbal d'aménagement foncier avec désignation de leur titulaire.

Les inscriptions d'hypothèques et privilèges prises avant la clôture de l'opération ne conservent leur rang sur les immeubles attribués que si elles sont renouvelées à la diligence des créanciers dans un délai de six mois après la clôture de l'opération.

Les nouvelles limites des parcelles ont été matérialisées sur le terrain à l'aide de bornes qui doivent impérativement être conservées. Le rétablissement des bornes arrachées ou déplacées sera à la charge des contrevenants.

Toute information sur le projet peut être obtenue auprès de M. Florian Dumas édou M^{me} Céline Rigal - Service aménagement et gestion de l'espace - Bureau de l'action et de la prospective foncière - Conseil général de la Gironde - 1, esplanade Charles-de-Gaulle - CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex - Tél. 05 56 99 33 33.

Pour le président du Conseil général.
Le directeur général des services départementaux,
Gérard Marty.

Ventes aux enchères

VENTES AU TRIBUNAL

M^{re} Alexis Gauthier-Piola
Avocat à la cour - 20, av. Gallieni
à Libourne - Tél. 05 57 55 87 38

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Il sera procédé à la mise en vente aux enchères publiques de l'immeuble suivant :

Propriété dénommée Château de Cazeilles sise à Prignac-et-Marcamps (33710), lieu dit Coubat, 1, chemin de Grandes-Cazeilles.

Mise à prix : 380 000 €.

Au Tribunal de Grande Instance de Libourne, 22, rue Thiers - 33500 Libourne.

LE VENDREDI 21 MARS 2014 À 14 H.

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au greffe du juge de l'exécution au Tribunal de Grande Instance de Libourne (réf. 12/01517) et au cabinet d'avocat poursuivant la vente.

Visites : par la SELARL TGGV, huissiers à Libourne : 13, av. du Parc-des-Sports (tél. 05 57 51 73 84), les :
mercredi 5 mars 2014 de 14 h à 16 h,
mercredi 12 mars 2014 de 14 h à 16 h,
mercredi 19 mars 2014 de 14 h à 16 h.

AUTRES

33430

Mairie de Bègles

APPEL PUBLIC À CANDIDATURES
pour la gestion de la maison des mobilités

Collectivité concernée : Ville de Bègles, BP 153, 33321 Bègles Cedex.
Préambule : L'ancienne cinémathèque de la ville de Bègles a vocation à accueillir une maison des mobilités dont l'objectif est de promouvoir les déplacements doux.

Cette structure comprendra : un atelier, une aire de stockage de vélos, une salle multi-usages, des bureaux, des espaces privatifs.
La ville souhaite confier à une association la gestion de cette maison des mobilités.

Objet : Autorisation d'occupation temporaire pour la gestion d'une maison des mobilités.

Forme juridique : Autorisation d'occupation temporaire du domaine public de 3 à 6 ans.

Justifications souhaitées : Justification de capacité à exercer les activités considérées.

Personne auprès de laquelle des renseignements peuvent être sollicités : Alexandra Minicki, responsable du service développement durable (tél. 05 56 49 88 88), e-mail : a.minicki@mairie-begles.fr

Lien où peut être retiré le document de consultation : Service développement durable, pôle développement urbain, mairie de Bègles, BP 153, 33321 Bègles Cedex.

Le document de consultation peut être renvoyé par voie électronique.

Date limite de réponse des offres : Vendredi 7 mars 2014 à 17 heures.

Critères de sélection des offres : Capacité technique à assurer la gestion du lieu et des services demandés, capacité à mettre en valeur le lieu, capacité à proposer les activités souhaitées par la ville.

Nos communes investissent

MARCHÉS PRIVÉS

33521 10

SARL Le Bois Milon

APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE
Marchés de travaux pour la tranche 1 de l'aménagement
de la ZAC Bois Milon à Saint-André-de-Cubzac

Acheteur : SARL Le Bois Milon, M. Hugues Besfin, responsable Projet 41, avenue Michel-Crépeau, 17000 La Rochelle, tél. 05 46 45 43 15.
L'avis implique un marché public.

Objet : Marchés de travaux pour la tranche 1 de l'aménagement de la ZAC Bois Milon à Saint-André-de-Cubzac (33).

Procédure : Procédure ouverte.

Forme du marché : Division en lots : oui.

Marché à tranches conditionnelles :

Lot 1 : Terrassements, voirie, assainissement EP et EU.

Lot 2 : Télécommunications, électricité, éclairage public et tranchée gaz.

Lot 3 : Station de refoulement eaux usées.

Lot 4 : Paysage.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 1^{er} avril 2014 à 17 heures au plus tard.

Envoi à la publication : Le 14 février 2014.

Les dépôts de plus doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Retrouvez cet avis intégral, l'accès au dossier et le guichet de dépôt sur <http://www.sudouest-marchespublics.com>.

SUD OUEST

Passer une annonce dans votre quotidien c'est simple et efficace !

sudouest-annonces

8 h - 17 h (semaine)

05 35 31 27 27

LA CUISINE DU CANARD GRAS



5,60 €

ÉDITIONS SUD OUEST

www.editions-sudouest.com

SUD OUEST carnet

Cette équipe se votre service du lundi au vendredi de 8 h à 17 h. Particuliers : 05 35 31 27 27 - Professionnels : 05 35 31 27 29
En cas d'urgence uniquement, week-ends et jours fériés de 14 h 30 à 19 h : 05 35 31 27 97
ou Fax : 05 35 31 27 98

AVIS D'OBSEQUES

BORDEAUX

Franck et Dany,
Thierry et Maria-Laura,
Céline et Bruno (J),
ses enfants et leurs conjoints :
Nathalie, Marie-Amélie,
Marie-Alexandrine et Jeanne,
ses petits-enfants :
Charlène,
les familles BOISSIERAS et LALANDE,
parents, amis et alliés,
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

M^{me} Jeannine BARDINET,
née GAUTHIER,

survenu le 18 février 2014 à l'âge de 91 ans.
Ses obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 21 février 2014, à 10 heures en l'église Notre-Dame de Talence, suivies de l'inhumation au cimetière de Talence.

PPG, 114, cours Gambetta, Talence,
tél. 05 56 80 54 71.

Besoin d'aide pour rédiger votre annonce ?
05 35 31 27 27
En semaine 8 h - 17 h

AMBARÈS

M^{me} Rose Marie JOURDAN,
son épouse ;
ses enfants,
M^{me} Annie JOURDAN, sa maman ;
parents et amis
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

M. Patrick JOURDAN.

Ses obsèques religieuses seront célébrées vendredi 21 février 2014, à 17 h 30, en la chapelle du cimetière de Montussan, où l'on se réunira. Ni fleurs ni couronnes.

Fonctionnaire B. Quintana, Le Choly funéraire,
Ambarès, tél. 05 56 77 55 60 ;
Bordeaux, tél. 05 56 24 35 22.

BARSAC

M. Maxime CRAVEA,
M. et M^{me} Vincent CRAVEA,
ses petits-enfants
ont la douleur de vous faire part
du décès de

M^{me} Catherine GOYAUD,

survenu à l'âge de 102 ans.
Ses obsèques religieuses seront célébrées le samedi 22 février 2014, à 9 heures, en l'église de Barsac.

Fonctionnaire, PFL Entée, 1, cours du Prieur,
Bordeaux, tél. 05 56 62 81 74.

SAINT-MICHEL-DE-LAPUJADE

M^{me} Berthe LUFFLADE, son épouse ;
Emilien, son frère,
ont la douleur de vous faire part
du décès de

M. Robert LUFFLADE,

survenu à l'âge de 65 ans.
Ses obsèques religieuses auront lieu vendredi 21 février 2014, à 14 h 30, en l'église de Mongauzy.

PF Laporte et Fils, chambre funéraire,
La Rivière, tél. 05 56 71 03 85 ;
Langon, tél. 05 56 76 23 77.

FUNERARIUM B. QUINTANA

Tarifs crémations extrêmement compétitifs sur toutes communes Véhicules de prestige

Nous contacter :
AMBARÈS
05 56 77 55 60
BORDEAUX
05 56 24 35 22

ENTREPRISES
Inscrivez-vous aux alertes sur
SudOuest-marchespublics.com

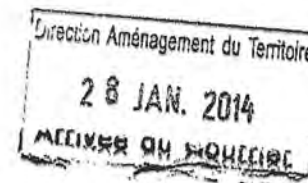
→ **100 % GRATUIT**
→ **TOUS LES MARCHÉS DU SUD-OUEST**

Rendez-vous dans la rubrique
"Alerte automatique des entreprises"

le 7/01/2014

Bordereau no 5
(44 propr.)

Modèle No 7



CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE

AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER
INTERCOMMUNAL DE BAZAS ET AUBIAC

AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER
(Titre 2, Livre 1 du Code Rural et de la Pêche Maritime)

B O R D E R E A U
DES DOCUMENTS A NOTIFIER AUX PROPRIETAIRES FONCIERS HABITANT
DANS LA COMMUNE DE :
33430 - AUBIAC

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE L'A.F.A.F.
SUR BAZAS ET AUBIAC

Monsieur le Maire est prié de faire remettre par un agent assermenté les documents ci-joints aux propriétaires qu'ils concernent, ou, en cas d'absence, à leur représentant, et de me renvoyer sans retard le présent Bordereau par la voie de la Poste après en avoir rempli la col. 3. L'intéressé émarrera dans la col. 4 ou, à défaut, l'agent notificateur signera dans la col. 5.

En cas de départ des propriétaires, il y a lieu de s'enquérir de leur résidence et de l'indiquer en col. 5 du Bordereau.

Si la résidence des propriétaires n'est pas connue, l'indiquer également dans la col. 5.

NOTIFICATION A INTERVENIR AVANT LE 18 JANVIER 2014

Monsieur le Maire est prié de se reporter ci-contre à gauche afin de prendre connaissance des Instructions relatives à la notification des Documents joints aux propriétaires intéressés.

***** Pour le Président et par délégation, *****
* U R G E N T *
* A retourner *
* CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE *
* DAT-SAGES *
* 1, Esplanade Charles de Gaulle *
* CS 71223 *
* 33074-BORDEAUX CEDEX *
* avant le 18 Février 2014 *
* (premier jour de l'enquête) *

Hervé LAURENT

A BORDEAUX
POUR LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

, le 13 JAN. 2014

Certifié exact par le Maire en ce qui concerne les indications portées dans les colonnes 3 et 4.

A AUBIAC

le Maire : (cachet)



, le 17 janvier 2014

NO d'ORDRE du COMPTE	NOM, Prénom Adresse des intéressés	2	3	4	5	Indication éventuelle du motif de non-remise et s'il y a lieu nouvelle résidence de l'intéressé (dans ce cas, signature de l'Agent notificateur)
1						
940	BRARD Roger et DUBLANC Yvette son épouse COULIN 33430 - AUBIAC	15.01.14				
1040	CHERUBINI Daniel et TRAILLE Veronique son épouse 4, CAMELON 33430 - AUBIAC	15.01.14				
1060	CLOCHER Alain et GERAUD Christiane son épouse 5, COULIN 33430 - AUBIAC	15.01.14				
1620	Mme LABBE Christine 4, BARDEJATTE 33430 - AUBIAC	16.01.14				
1680	FRANCISCO Btienne et PONTENX Alice son épouse 6, MATILOT 33430 - AUBIAC	15.01.14				
1900	DESBLES Christophe et LACHETEAU Leatrice son épouse 3, BARDEJATTE 33430 - AUBIAC					habite plus à Aubiac
2040	Mme LATRILLE Michel née LEROY Martine, n. prop. 6, COULIN 33430 - AUBIAC	15.01.14				
2040	LEROY Augustin et DELFORGE Jeannine son épouse, usuf. A COULIN 33430 - AUBIAC	16.01.14				
2060	LATRILLE Michel et LEROY Martine son épouse 6, COULIN 33430 - AUBIAC	15.01.14				
2080	LAVAL Michel époux de 3, A MARTINOT 33430 - AUBIAC	15.01.14				

le 7/01/2014

Modèle No 7bis

CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE

AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER INTERCOMMUNAL DE BAZAS ET AUBIAC

AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER

(Titre 2ème du Livre 1er du Code Rural et de la Pêche Maritime)

```
*****  
*                                     *  
*   C A R N E T   D E S   B O R D E R E A U X   *  
*                                     *  
*   TRANSMIS AUX MAIRES DES COMMUNES           *  
*                                     *  
*   EN VUE DES NOTIFICATIONS AUX PROPRIETAIRES  *  
*                                     *  
*****
```

Communes destinataires

d'ORDRE :

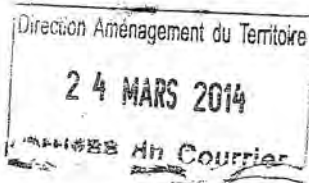
Code : Date :
Dépt : d'Envoi : Retour :

observations

27	33730 - NOAILLAN	33	23/01	
28	33290 - PAREMPYRE	33	10/02	
29	33600 - PESSAC	33	04/02	
30	33210 - PUJOIS-SUR-CIRON	33	20/01	
31	33210 - ROAILLIAN	33	30/01	
32	33430 - SAINT-COME	33	25/02	
33	33490 - SAINT-MAIXANT	33	29/01	
34	33210 - SAINT-PIERRE-DE-MONS	33		
35	33113 - SAINT-SYMPHORIEN	33	20/01	
36	33124 - SAVIGNAC	33	20/01	
37	33400 - TALENCE	33		
38	33730 - VILLANDRAUT	33	06/02	
39	33140 - VILLENAVE D'ORNON	33	24/01	1 ord. recte en service
40	40600 - BISCAROSSE	40	20/01	
41	40100 - DAX	40	24/01	1 DEC.
42	40465 - LALUQUE	40	20/01	
43	47200 - MARMANDE	47	24/01	
44	64600 - ANGLETT	64	23/01	
45	64220 - UHART-CIZE	64	21/01	
46	65200 - BAGNERES-DE-BIGORRE	65	24/01	propre l'aise plus sur la commune
47	65000 - TARBES	65	17/02	
48	67000 - STRASBOURG	67		
49	70800 - SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE	70		
50	72240 - LAVARDIN	72	24/01	
51	75574 - PARIS-	75	03/02	104/102 + 10/02
52	76620 - LE HAVRE	76	17/02	

Pierre PECHAMBERT

Commissaire enquêteur



Bordeaux le 24 mars 2014

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

des observations écrites et orales relatives à l'enquête publique ayant pour objet le projet d'aménagement foncier agricole et forestier à Bazas et Aubiac sur le secteur impacté par l'infrastructure A65.

La construction de l'autoroute A65 a entraîné la destruction des espaces agricoles, forestiers et naturels situés sur son tracé, le morcellement des propriétés, l'interruption de voies de communication de nature et d'importance différentes, la rupture de corridors écologiques établis et, pour ce qui concerne la commune de Bazas, le partage du territoire communal en secteurs « étanches » reliés par quelques points de passages routiers.

L'aménagement foncier agricole et forestier (AFAF) est la procédure mise en œuvre pour remédier autant que faire se peut, aux dommages créés par la réalisation de l'ouvrage.

Après avoir évoqué le contexte général du projet de l'AFAF Bazas/Aubiac, les objectifs recherchés et la méthodologie mise en œuvre pour les atteindre seront examinés, avant de faire un aperçu synthétique des observations exprimées.

I /Le contexte général

Le périmètre concerné, arrêté après enquête publique, couvre une superficie totale de 530 hectares et comprend une partie des communes de Bazas (427 ha) et d'Aubiac (103ha), de part et d'autre de l'autoroute A65.

Une étude d'impact particulièrement fouillée a permis d'évaluer les incidences environnementales de la création de l'A65 et les « compensations » à mettre en œuvre, pour pallier leurs conséquences.

Le projet soumis à enquête publique représente le résultat de la concertation établie entre la commission intercommunale d'aménagement foncier de Bazas-Aubiac (CIAF) créée par

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

des observations écrites et orales relatives à l'enquête publique ayant pour objet le projet d'aménagement foncier agricole et forestier à Bazas et Aubiac sur le secteur impacté par l'infrastructure A65.

La construction de l'autoroute A65 a entraîné la destruction des espaces agricoles, forestiers et naturels situés sur son tracé, le morcellement des propriétés, l'interruption de voies de communication de nature et d'importance différentes, la rupture de corridors écologiques établis et, pour ce qui concerne la commune de Bazas, le partage du territoire communal en secteurs « étanches » reliés par quelques points de passages routiers.

L'aménagement foncier agricole et forestier (AFAF) est la procédure mise en œuvre pour remédier autant que faire se peut, aux dommages créés par la réalisation de l'ouvrage.

Après avoir évoqué le contexte général du projet de l'AFAF Bazas/Aubiac, les objectifs recherchés et la méthodologie mise en œuvre pour les atteindre seront examinés, avant de faire un aperçu synthétique des observations exprimées.

I/Le contexte général

Le périmètre concerné, arrêté après enquête publique, couvre une superficie totale de 530 hectares et comprend une partie des communes de Bazas (427 ha) et d'Aubiac (103ha), de part et d'autre de l'autoroute A65.

Une étude d'impact particulièrement fouillée a permis d'évaluer les incidences environnementales de la création de l'A65 et les « compensations » à mettre en œuvre, pour pallier leurs conséquences.

Le projet soumis à enquête publique représente le résultat de la concertation établie entre la commission intercommunale d'aménagement foncier de Bazas-Aubiac (CIAF) créée par

arrêté du président du conseil général de la Gironde le 24 octobre 2008, le géomètre et le bureau d'études chargé de l'étude d'impact.

Son acceptation sociale passe par une parfaite connaissance du terrain, l'écoute des propriétaires et exploitants agricoles, la capacité à dégager des solutions de « bon sens » qui s'imposent à tous.

II/ Objectifs /Méthodologie

Les points essentiels et délicats du projet portaient, d'une part, sur les échanges de parcelles visant à réduire sensiblement le morcellement des propriétés et d'autre part sur la création et l'élargissement de chemins d'exploitation permettant la desserte directe de toutes les parcelles et l'amélioration des conditions de circulation des engins agricoles.

Pour ce qui concerne les échanges de parcelles, la méthodologie utilisée m'apparaît transparente et rationnelle. La CIAF, à partir d'une parcelle de référence, a déterminé une grille d'évaluation et classé toutes les parcelles du périmètre concerné par l'AFAF. Cette grille indique sur une échelle de T1 à T6 un « équivalent » de surface (ex : si T1 vaut 10000 et T5 2000, 5T5 valent 1T1) qui permet concrètement de mener à bien les opérations d'échanges. Afin de ne pas générer de déséquilibres trop importants, la différence de surface entre parcelles échangées ne doit pas dépasser 10%.

Pour ce qui concerne la création ou l'élargissement de chemins d'exploitation, chaque propriétaire situé dans le périmètre concerné par le projet a dû céder environ 1,5% de la surface de ses parcelles à l'AFAF (Association Foncière d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier) et ce, même si le tracé du chemin ne se situe pas sur les parcelles dont il est propriétaire.

Les échanges avec les personnes reçues pendant les permanences m'ont permis d'apprécier la remarquable capacité d'écoute du géomètre qui a su trouver le temps et les mots pour faire accepter par les parties concernées le projet qu'il a proposé.

III/ Observations

Le décalage, parfois important, entre les limites de parcelles indiquées sur le plan cadastral et les relevés topographiques effectués avec les moyens technologiques modernes, provoquent des demandes d'explications et génère un certain scepticisme.

Dans le même esprit, les actes notariés avancent des surfaces approximatives que les relevés topographiques infirment. Les propriétaires se sentent alors lésés.

Dans la mesure où les règles qui déterminent les modalités des échanges sont connues et acceptées par la quasi-totalité des parties concernées, les désaccords insolubles ne relèvent pas d'une analyse rationnelle de la situation mais de postures, héritées de rapports de voisinage difficiles, de successions conflictuelles ou parfois, d'une perception très «traditionnelle» de la propriété terrienne.

Le petit nombre de réclamations (24) et leur caractère très particulier autorise un examen cas par cas et ce d'autant qu'aucune réclamation ne remet en cause le projet dans ses principes ou dans son exécution. Au-delà des réclamations écrites, aucun des nombreux contacts établis n'a remis pas en cause le bien-fondé et la conduite des opérations d'aménagements.

Ce procès-verbal est donc le compte rendu exhaustif des observations recueillies, assorti d'un avis du commissaire enquêteur susceptible d'évoluer en fonction de la teneur du mémoire en réponse.

1/Mr CABEAU (compte 980)

Mr CABEAU est propriétaire de la parcelle B1452. Ce pré, clos, est totalement enclavé dans la propriété de Mme LAGARDERE. Il est proposé à Mr CABEAU d'échanger cette parcelle contre une parcelle de surface équivalente en limite sud de la propriété de Mme LAGARDERE. Mr CABEAU n'est pas satisfait des conditions de l'échange. Il considère que le terrain qui lui est proposé est d'une part plus éloigné de son exploitation, d'autre part en lisière d'un bois mal entretenu, ce qui est susceptible de nuire à son exploitation. Toutefois, au mieux, il accepterait d'échanger son terrain contre une parcelle arborée même un peu moins grande, mais plus à l'est, au pire il accepterait l'échange qui lui est proposé mais sous réserve que la parcelle ZD162 qui lui est accordée soit plantée en pins maritimes et clôturée.

130 mètres séparent la parcelle B1452 de celle proposée en échange à Mr CABEAU. Leurs caractéristiques respectives sont très proches. Dans la mesure où, conformément à sa demande, la parcelle proposée sera plantée en pins maritimes et clôturée par l'AFAF l'échange proposé apparaît pouvoir être réalisé et ce d'autant que Mme LAGARDERE accepte que les chênes isolés situés dans la parcelle B1452 soient coupés et enlevés par Mr CABEAU. De plus, dans le cadre des travaux connexes, un passage busé permettant l'accès au terrain sera réalisé.

2/ Mr SERRES (compte 3020)

Mr SERRES n'accepte pas la totalité des échanges qui lui sont proposés. Il n'accepte pas de se voir proposer des « marécages » en échange de « bonnes terres cultivables ». Il refuse donc de se voir attribuer les parcelles B245 et B248p qui selon lui doivent être conservées par leur propriétaire actuel. Toutefois, il accepte que les aménagements concernant des terres de qualité équivalente soient effectués, en particulier concernant les parcelles B264, 260 et 262p.

En refusant l'échange de terres de nature différente, Mr SERRES refuse d'accepter la méthodologie appliquée au projet qui classe chaque parcelle de T1 à T6 et rend possible les échanges. Rentrer dans la logique de Mr SERRES consiste à remettre en cause toute la procédure engagée vis-à-vis des autres propriétaires. Les échanges qui lui sont proposés sont équilibrés au regard des principes énoncés. Ses demandes ne m'apparaissent donc pas acceptables.

3 et 6 / Mr SALICIO (compte 2940)

Mr SALICIO accepte globalement les aménagements qui le concernent. Toutefois, il demande que le droit de passage dont il dispose sur un terrain appartenant à un de ses voisins, soit impérativement maintenu. Cette servitude n'apparaît pas sur le procès-verbal des opérations, le bureau des hypothèques ne l'ayant pas mentionné.

L'intéressé remet (Pièce jointe n° 1) un plan parcellaire, la copie de la page 8 de l'acte notarié (dont l'original intégral est présenté) et un état financier de l'étude notariale ayant rédigé l'acte.

En page 8, le passage relatif aux servitudes stipule :

« Qu'il (Mr Pubill le vendeur) n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune autre que celles indiquées au présent acte. Le vendeur déclare qu'il existe deux servitudes de lignes EDF aériennes et que l'accès se fait par le chemin figurant sur le plan ci-joint et annexé. Etant précisé que l'acquéreur est propriétaire des parcelles contigües cadastrées section B 155, 1835, 1837 ».

Selon Mr SALICIO, ce paragraphe constituerait un « droit de passage » lui permettant d'accéder à sa parcelle ZD 132, en traversant la parcelle ZD 136 de Mme SAINT MARC.

C'est une interprétation qui ne semble pas avoir été retenue par le bureau des hypothèques.

Toutefois, il est proposé à Mr SALICIO un accès direct à sa parcelle ZD132 par un chemin d'exploitation situé au nord-est de sa propriété qui rendrait caduc le droit de passage éventuel dont il dispose au travers de la parcelle ZD136. Cette proposition, qui ne lèse personne et n'apparaît de nature à satisfaire toutes les parties, est approuvée par l'intéressé.

4/ Mr BERGEY

Mr BERGEY refuse tout échange, en réaction au traitement dont il a été l'objet, parce qu'il avait circonvenu à l'article 5 de l'arrêté du 22 juin 2010, ordonnant l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier des communes de Bazas et Aubiac.

Dans un premier temps, Mr BERGEY, membre de la CIAF, avait accepté les propositions qui lui avaient été faites. Elles n'apparaissent équilibrées et légitimes au regard des objectifs recherchés et doivent pouvoir être réalisées.

5/ Mme LAGARDERE

Mme LAGARDERE tient absolument à exploiter les pins qui se situent sur la parcelle B184.

En conséquence elle accepte :

- soit de laisser la situation parcellaire en l'état ancien,
- soit de faire couper les pins sur la parcelle B184 avant de procéder aux échanges qui lui sont proposés.

Les parties concernées ont convenu de procéder à l'échange de parcelles, terrains nus et déposent un accord écrit en ce sens.

C'est un échange qui satisfait les parties et apparaît équilibré.

7/Mme PERROY (compte 3260)

Les échanges proposés de parcelles conviennent à Mme PERROY, y compris la réalisation par l'AFAF d'une haie de 270m entre les parcelles ZD111 et 114.

8/ Mme MONTASSIER (compte 2500)

Mme MONTASSIER demande que le fossé qui évacue les eaux en provenance de l'autoroute et de ses accès soit entretenu.

Cette demande apparaît légitime. Il est envisagé, dans le cadre des travaux connexes, qu'un fossé soit effectivement creusé à cet effet, en limite de la propriété de Mme Montassier.

9/ Mr ANDEL (compte 320)

Le bornage mis en place dans le cadre du projet d'AFAF, ne tient pas compte de l'existence de deux anciennes bornes délimitant les parcelles ZD 169 et 180. Mr ANDEL demande que les bornes récemment mises en place soient déplacées en conséquence. De plus, Mr ANDEL fait état d'un problème d'évacuation des eaux en provenance de l'autoroute et de ses accès, qui affecte ses parcelles.

La réalisation d'un fossé, envisagé dans les travaux connexes devrait régler le problème d'évacuation des eaux. Pour ce qui concerne le bornage de la limite des parcelles ZD 169 et 180, il est convenu qu'il sera reconsidéré.

10/ Mme DARCOS (compte 2420)

Mme DARCOS ne souhaite pas la création d'un chemin d'exploitation à l'est de sa propriété. Elle propose que le chemin existant soit aménagé et pour se faire, elle est prête à céder les parcelles ZB 158 et 164 p. Par ailleurs, elle souhaite conserver pour des raisons personnelles la parcelle 174.

Pour ce qui concerne le chemin d'exploitation, la demande de Mme DARCOS, remettrait en cause la desserte du parcellaire envisagé dans le projet d'aménagement. Elle ne apparaît donc pas pouvoir être satisfaite.

Pour ce qui concerne la parcelle 174, la cohérence du regroupement de propriété de part et d'autre du chemin d'exploitation d'une part, et l'échange équilibré de surface parcellaire qui est proposé d'autre part, ne permettent pas de donner une suite favorable à cette demande.

11/ Mr et Mme MASSIE (compte 1280)

Mr et Mme MASSIE demandent que l'accès à la parcelle ZD 102, totalement enclavée, reste une servitude conformément aux actes notariés.

Cet accès pourrait être : soit attribué en propre aux propriétaires de la parcelle ZD 102 qu'il dessert, soit attribué en propre au propriétaire des parcelles qu'il traverse.

Il apparaît effectivement judicieux compte tenu de son usage potentiel qu'il appartienne au propriétaire des parcelles qu'il traverse, les propriétaires de la parcelle ZD 102 disposant alors d'un droit de passage.

12/ Mr FLEURY (compte 1660)

Mr FLEURY et Mr SOUBES ont convenu d'un arrangement qui permettrait à Mr FLEURY de disposer de la surface comprise entre la route et sa limite de parcelle. Mr SOUBES accorderait environ 4 ares à Mr FLEURY contre le versement d'une soulte qui reste à définir entre les parties. Après réflexion, Mr FLEURY accepterait :

-soit le versement d'une soulte,

-soit en cas de désaccord sur son montant, de pouvoir échanger une partie de sa parcelle contre un accès à la route équivalent.

Un accord entre les parties est intervenu et Mr SOUBES accepte une soulte de 500 p en échange de la parcelle qu'il cède à Mr FLEURY. Le document écrit correspondant, signé par les parties, est déposé. Cet accord ne peut qu'être entériné.

13/ Mr BABIN indivision BABIN (compte 480)

Mr BABIN demande que la situation des parcelles ZA 161 et 159 restent en l'état ancien, l'autre partie concernée n'acceptant pas les termes de l'échange proposé.

Il s'agit de parcelles de quelques mètres carrés imbriquées dans du foncier bâti dont l'échange aurait permis de clarifier une situation compliquée. Le sort de ces parcelles est totalement décorrélé du projet global et ne l'affecte en rien. La situation n'apparaît donc pouvoir rester en l'état ancien.

14/ Mr BABIN indivision DARCOS (compte 1100)

L'indivision DARCOS a vendu par sous seing privé la parcelle ZA149 à Mr BABIN. Toutefois, il a été convenu entre les parties que cette vente concernait le terrain nu, sans les bois. L'indivision DARCOS demande à la CIAF l'autorisation de couper les bois dans les meilleurs délais.

15/ Mr et Mme COUTHURES (compte 1080)

Mr et Mme COUTHURES sont opposés à la transformation de leur chemin privé en chemin communal sauf sous certaines conditions :

1/ refaire la traversée busée du ruisseau à l'est de la propriété

2/ refaire le chemin en grave jusqu'à la limite de la propriété de Mme DOURTHE

3/ ne pas toucher au fossé qui va du sud de la parcelle ZD 177 au chemin

4/ ne pas entreprendre de travaux le long du fossé ci-dessus

Pour ce qui concerne les conditions 1 et 2 :

-j'ai constaté (sur photo) que la traversée du ruisseau est busée et maçonnée. Elle m'apparaît adaptée à la taille et à la fréquentation du chemin.

-j'ai également constaté (sur photo) que le chemin actuel est adapté à la nature de engins susceptibles de l'emprunter et à l'intensité de leur fréquentation. Il ne m'apparaît indispensable d'y entreprendre de travaux particuliers.

En conséquence, je ne considère pas que les exigences formulées en 1 et 2 soient légitimes.

Pour ce qui concerne les conditions 3 et 4, elles m'apparaissent pouvoir être acceptées sous réserve de ne pas remettre en cause le désenclavement indispensable de la parcelle ZD 177.

16 et 20/ Mr DESTANGS (compte 1240/1245)

A l'occasion de la permanence du 10/03, Mr DESTANGS fait savoir qu'il n'accepte pas les échanges qui lui sont proposés. Il considère que la densité des pins sur les parcelles qu'il reçoit n'est pas exactement identique à celle des parcelles qu'il cède. Il annule cette réclamation le 13/03.

17/ Mr DUBOIS (compte 1340)

Mr DUBOIS fait part d'une réserve et exprime trois demandes relatives aux échanges qui lui sont proposés.

1/ Mr DUBOIS accepte l'échange de la parcelle 550p contre la parcelle 1722 sous réserve que cette dernière soit exempte de remblais issus des travaux de construction de l'autoroute.

2/ il demande que soit réalisé un accès à la route départementale pour desservir la parcelle 129.

3/ il demande que soit réalisé un accès pour désenclaver la parcelle 128.

4/ il demande le creusement d'un fossé, aujourd'hui comblé, en limite de la parcelle B1722.

Pour ce qui concerne la réserve exprimée par Mr DUBOIS quant à la parcelle 1722, cette parcelle est effectivement rendue inexploitable par la présence de remblais importants. Il est envisagé que Mr DUBOIS reste propriétaire de la parcelle ZB550p (qui devait être attribuée à Mr SIS). Mr SIS quant à lui se verrait proposer en échange des parcelles ZB8 et 9 la parcelle 1824p qui jouxte sa propriété.

Cet échange m'apparaît s'inscrire parfaitement dans les principes définis pour conduire le projet de l'AFAF Bazas/Aubiac.

Pour ce qui concerne la demande n°2, l'accès à la route départementale est possible par un chemin en lisière ouest de la parcelle 129. Il ne m'apparaît donc pas indispensable de satisfaire cette demande.

Pour ce qui concerne la demande n°3, un passage busé au sud-ouest de la parcelle 128 permet d'accéder à la voie communale n°42. Cette demande ne m'apparaît donc pas justifiée.

Pour ce qui concerne la demande n° 4, il est effectivement convenu que le fossé ancien aujourd'hui comblé sera creusé dans le cadre des travaux connexes.

18/ Mr PEAN (compte 2660)

Mr PEAN demande que le chemin d'exploitation qui relie la D3 et la D802 ait un tracé plus rectiligne au travers de la parcelle 105. De plus, il fait part, compte tenu des délais dont il dispose avant la fin de l'enquête publique, qu'il ne sera en mesure de convenir du montant de la soulte qui aurait permis le transfert de propriété de la parcelle ZA 106p.

Pour ce qui concerne le tracé du chemin d'exploitation, si Mr PEAN obtient l'accord écrit du propriétaire de la parcelle 105 seul concerné par la modification éventuelle du tracé avant la fin de l'enquête publique, alors cette modification m'apparaît pouvoir être réalisé avec l'accord des parties et sans coût supplémentaire.

Pour ce qui concerne le transfert de propriété, il va de soi que si la soulte n'est pas arrêtée et versée, le transfert ne peut pas être réalisé.

19/ Mrs BABIN et SOMMARD (compte 480 et compte 3060)

Les parties conviennent d'échanger une parcelle de 17 m² appartenant à Mr BABIN, totalement imbriquée dans du bâti appartenant à Mr SOMMARD, contre une parcelle de pré de 60 ares.

L'échange, en terme de surface, peut sembler déséquilibré. Toutefois, je considère que la valorisation apportée à la maison ainsi débarrassée de cette enclave qui la dépréciait, est à la mesure de la surface de pré, accordée en échange.

21/ Mr BABIN / Mr NEGRE (compte 420 et 2560)

Les parties conviennent d'échanger les parcelles ZA112 et ZD152. Ils déposent un document écrit par lequel ils acceptent l'échange sous réserve que Mr BABIN puisse exploiter les pins (et uniquement les pins) sur la parcelle qui lui appartenait. De plus, il est demandé à la CIAF de donner à Mr BABIN l'autorisation de couper ses pins dans les meilleurs délais.

Cet échange m'apparaît équilibré et se fait à la demande des deux propriétaires concernés.

22/ Mr NEGRE (compte 2560)

Dans le cadre d'une succession en cours, Mr NEGRE demande à échanger les parcelles ZA 182 sur Aubiac et ZC 184 sur Bazas contre une parcelle de surface équivalente sur ZA 110p sur Aubiac. Les modalités de l'échange envisagé seront proposées à la CIAF.

Les terres étant de qualité équivalente, l'échange éventuel devra porter sur des surfaces identiques.

23/ Mr et Mme TUCOULAT (compte 3180)

La partie sud-ouest de la parcelle ZA179 est souvent inondée. L'eau du fossé séparant les parcelles 179 et 180 stagne car la buse passant sous le chemin d'exploitation est cassée et ne permet plus l'évacuation normale des eaux. L'intéressée demande son remplacement.

Dans le cadre des travaux connexes, l'écoulement normal des eaux devrait être rétabli à l'occasion de la création du chemin d'exploitation.

24/ Mme DULAU (compte 1420)

Dans une lettre jointe au registre d'enquête, remise directement au commissaire enquêteur à l'occasion de la dernière permanence, Mme DULAU fait savoir qu'elle n'accepte pas les échanges qui lui sont proposés. Dans les discussions directes avec le géomètre et le commissaire enquêteur, il apparaît que ce sont surtout les parcelles 480 et 482, le long du ruisseau St Vincent, qui lui apparaissent d'un niveau très inférieur à celles qu'elle devrait céder.

Je me suis rendu sur place et j'ai effectivement constaté que les parcelles 480 et 482 se situent en contrebas de la route, dans une dépression étirée le long du ruisseau et ne sont pas exploitables. Le différentiel de surfaces proposées ne compense pas le préjudice subi.

Le géomètre fait à Mme DULAU des propositions qui rétablissent un équilibre acceptable. Ces propositions seront formalisées et présentées à l'intéressée avant la dernière réunion de la CIAF.

Au cours d'un point de situation effectué dans les locaux de AGEO CONSEIL le vendredi 21 mars matin, ces propositions me sont apparues équilibrées et ce, même si la parcelle 476 qui lui est affectée, ne se situe dans la continuité des propriétés de Mme DULAU.

PJ 9 : Dossier Babin / Sommard

(Observation 19 du registre d'enquête)

Mrs BABIN et SOMMARD ont convenu d'échanger 17 m² appartenant à M.BABIN, inclus dans du bâti appartenant à M. SOMMARD, contre 60 ares de friches.

Cet échange d'une part concerne du bâti et d'autre part pourrait paraître disproportionné.

Pour ce qui concerne le bâti :

L'article L123-2 titre 2 chapitre 3 du code rural précise :

« Les bâtiments, ainsi que les terrains qui en constituent des dépendances indispensables et immédiates, peuvent être inclus dans le périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier. Toutefois, à l'exception des bâtiments légers ou de peu de valeur qui ne sont que l'accessoire du fonds, ainsi que de leurs dépendances, ces bâtiments et terrains doivent, sauf accord exprès de leur propriétaire, être réattribués sans modification de limites ».

Il apparaît donc qu'avec l'accord exprès des propriétaires, les bâtiments peuvent être l'objet d'échange. C'est bien à la demande des deux propriétaires concernés que l'échange est envisagé.

Les photos jointes (PJ 9a) montrent l'imbrication des 17 m² appartenant à M.BABIN dans le bâti de M.SOMMARD. Cette situation dévalorise le bien de M.SOMMARD, complexifie à l'extrême sa cession éventuelle et pourrait être un objet de contentieux entre les propriétaires actuels ou futurs.

Pour ce qui concerne la disproportion entre les termes de l'échange :

En regard de la clarification juridique et patrimoniale générée par la cession de sa parcelle de 17m² à M.SOMMARD, M.BABIN accepte 60 ares de pré en friche. Les photos jointes (PJ 9b) montrent que la surface concernée, n'est pas utilisée par son propriétaire actuel qui n'en tire donc aucun revenu d'exploitation.

Les termes de l'échange ne m'apparaissent pas disproportionnés et sont dans l'intérêt des deux parties.

Il m'apparaît souhaitable d'accéder à leur demande.

Pierre PECHAMBERT

Commissaire enquêteur





Direction Générale Adjointe chargée du Développement

Direction de l'Aménagement du Territoire

MONSIEUR PIERRE PECHAMBERT
126 RUE SAINT GENES
33 000 BORDEAUX

Réf à rappeler
DAT-SAGES
Affaire suivie par Céline RIGAL
Tél. 05 56 99 33 33 poste 5695

Bordeaux le, - 4 AVR. 2014

Monsieur,

Pour faire suite à votre procès verbal de synthèse de l'enquête publique sur le projet d'aménagement de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier de Bazas et Aubiac, je vous précise que le Bureau de l'Action et de la Prospective Foncières du Conseil général, en tant qu'autorité organisatrice de cette enquête publique, assurant la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier, n'a pas d'observation particulière à formuler.

En effet, d'après votre procès verbal, le nombre réduit ainsi que la teneur des observations et/ou réclamations consignées au registre nous paraît être un indicateur de bonne concertation autour de ce projet. Néanmoins, l'absence de remarques de la SCET, concessionnaire de l'A65, concernant le programme des travaux connexes nous interroge, ce dernier ayant toujours consigné à l'occasion d'enquêtes publiques organisées dans d'autres communes traversées par l'autoroute.

En tant que maître d'ouvrage de cette opération, nous ferons lecture de votre rapport ainsi que de vos conclusions et, les observations et/ou réclamations consignées dans le registre seront examinées, une par une, lors de la prochaine Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier qui se tiendra début mai.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Président du Conseil général,
Pour le Président et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint
Chargé du Développement

Marie-Christine PLEBART